



📖 ÉTUDE

POPULATION ACTIVE, CHÔMAGE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

AVRIL 2020





Directrice de la publication : **Dominique ALBA**
Étude réalisée par : **Marina RIBEIRO**
Sous la direction de : **Émilie MOREAU**
Cartographie et traitement statistique : **Anne SERVAIS**
Photos et illustrations : **Apur sauf mention contraire**
Mise en page : **Apur**
www.apur.org

20P050303

Sommaire

INTRODUCTION	4
1. Population active, tendances générales	6
Des taux d'activité croissants, mais des disparités territoriales marquées	6
Des évolutions socioprofessionnelles qui se poursuivent pour l'ensemble de la MGP	10
Une progression continue du niveau de diplôme	10
2. Conditions d'emploi et temps de travail	12
Une forte croissance du nombre d'actifs non-salariés	12
Les femmes plus souvent dans des situations d'emploi temporaire	13
Le temps partiel concerne deux fois plus de femmes que d'hommes	13
Des inégalités de salaires particulièrement marquées qui se renforcent	15
Une hausse du nombre de foyers allocataires de la prime d'activité	17
3. Taux de chômage et demande d'emploi	18
Un taux de chômage en progression entre 2010 et 2016	18
Un nombre de demandeurs d'emploi élevé qui se stabilise sur la période récente	22
Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus continue de progresser	23
4. Des difficultés d'insertion professionnelle plus marquées pour certains publics	26
Des inégalités d'accès au marché du travail qui restent fortement liées à la structure familiale pour les femmes	26
Des inégalités renforcées pour les personnes de nationalité étrangère, notamment pour les femmes	28
Les jeunes peu diplômés en plus grande difficulté d'insertion professionnelle	30
Des difficultés d'insertion professionnelle croissantes pour les séniors	31
Des situations à cheval entre activité et inactivité	33
D'autres publics en difficultés d'insertion professionnelle	34
Des inégalités cumulées pour les habitants des quartiers prioritaires	35
CONCLUSION	38
BIBLIOGRAPHIE	39
GLOSSAIRE	40
ANNEXES	42

INTRODUCTION

Le programme de travail 2020 de l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur) comprend des travaux d'étude visant à analyser l'emploi et l'accès à l'emploi à l'échelle de Paris et du Grand Paris. Dans ce cadre, et dans la continuité des travaux liés à l'évaluation du contrat de ville de Paris, l'Apur a engagé une étude sur les publics en difficulté d'insertion professionnelle et les dispositifs d'accompagnement vers l'emploi.

Ce premier document introduit la réflexion en présentant un cadrage statistique sur l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle à l'échelle de la Métropole du Grand Paris. Il présente des éléments d'analyse sur l'évolution de la population active, des conditions d'emploi, de la demande d'emploi et des publics en difficultés d'insertion. Les analyses sont réalisées à partir des données du recensement de la population de

l'Insee et de Pôle Emploi, et permettent d'observer les principales tendances sur la période récente.

Il sera suivi d'une analyse approfondie des actions de l'association ADAGE (Association d'accompagnement global contre l'exclusion), retenue dans le cadre de l'évaluation du contrat de ville 2015-2022 de Paris. Cette association accompagne des femmes en précarité vers l'insertion sociale et professionnelle dans le 18^e arrondissement. L'approche globale mise en œuvre par l'association, qui donne lieu à des données de suivi depuis l'origine, est intéressante pour interroger des modalités d'intervention et leur impact en matière d'accompagnement vers l'emploi. D'autres initiatives d'accompagnement vers l'emploi menées à l'échelle du Grand Paris seront également analysées.

Ce travail, réalisé avant le début de la crise sanitaire liée au COVID-19, apporte des éléments de compréhension et d'analyse des difficultés d'insertion à l'échelle du Grand Paris. Alors que l'impact économique de la crise et ses effets sur l'emploi risquent d'être considérables, cette analyse contribue à apporter des clés de lecture des inégalités actuelles, des publics prioritaires et des démarches de retour à l'emploi qui apportent des réponses.

Ce document réalisé avant l'arrivée de la crise sanitaire sera un point de départ pour analyser les évolutions à venir. Il introduit la réflexion par un cadrage statistique sur l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle à l'échelle de la Métropole du Grand Paris.

**LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS,
12 TERRITOIRES, 131 COMMUNES**



1. Population active, tendances générales

Des taux d'activité croissants, mais des disparités territoriales marquées

La Métropole du Grand Paris compte 3 586 100 actifs âgés de 15 à 64 ans, ce qui représente un taux d'activité de 76,5 %, une proportion légèrement supérieure à celle de l'Île-de-France (76,3 %) et celle de la France (73,8 %). La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient au chômage.

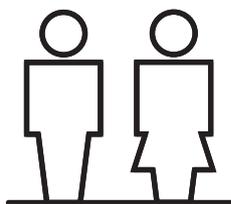
Le taux d'activité a augmenté de +0,8 point sur la période récente, entre 2010 et 2016. Cette évolution est principalement portée par la hausse du taux d'activité des actifs âgés de 50 à 64 ans (+6,9 points) liée au recul de l'âge légal de départ à la retraite. Le taux d'activité des 25-49 ans est resté stable (-0,4 point), tandis que celui des 15-24 ans a reculé du fait de l'allongement de la durée d'études qui se poursuit (- 3,4 points).

Les territoires plus favorisés comptent des taux d'activité plus élevés. Les arrondissements parisiens centraux de la rive droite (2^e, 3^e, 9^e, 10^e, 11^e), les communes en périphérie de Paris au nord-ouest de la Métropole (Clichy, Levallois-Perret, La Garenne-Colombe, Puteaux, Suresnes), au sud-ouest (Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Montrouge, Châtillon) et au sud-est (Vincennes, Saint-Mandé, Nogent-sur-Marne, Le Perreux-sur-Marne) affichent des taux d'activité supérieurs à 80 %. À l'inverse, plusieurs communes situées

dans le nord-est de la Métropole ont des taux d'activité inférieurs à 70 %, comme Bobigny, Clichy-sous-Bois, Épinay-sur-Seine, Stains et Montfermeil.

Les femmes restent moins présentes sur le marché du travail : 73,9 % des femmes en âge de travailler sont actives contre 79,3 % des hommes, soit un écart de -5,4 points. Les écarts de taux d'activité entre les femmes et les hommes sont deux fois plus marqués dans les territoires de Plaine Commune (-10,3 points) et Paris Terres d'Envol (-9,8 points). Ces différences peuvent en partie s'expliquer par un plus forte présence de mères de familles nombreuses et de femmes de nationalité étrangère dans ces territoires.

Si les inégalités d'accès au marché du travail ont diminué dans l'ensemble de la MGP (-0,6 point d'écart), les écarts entre les femmes et les hommes se creusent légèrement sur ces deux mêmes territoires (+0,4 point d'écart à Plaine Commune et +1,2 point d'écart à Paris Terres d'Envol).



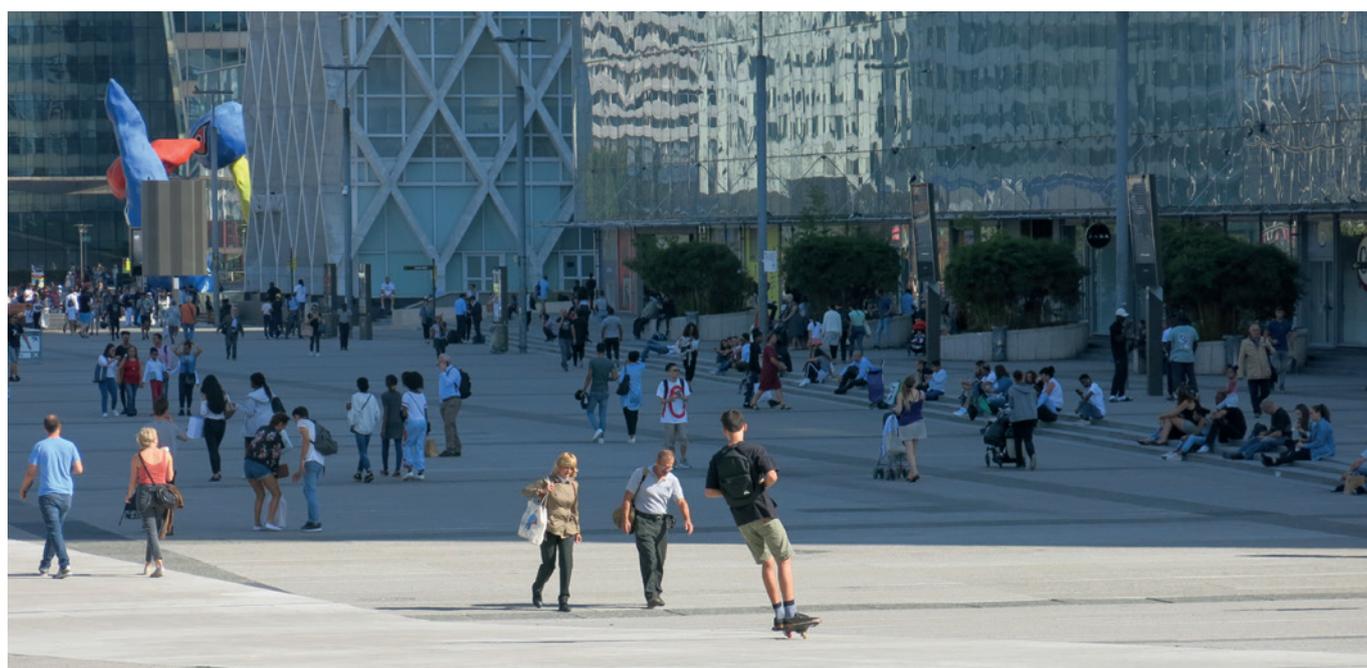
3,59 M

d'actifs de 15 à 64 ans dans la Métropole du Grand Paris

TAUX D'ACTIVITÉ DES 15-64 ANS EN 2016, ÉVOLUTION DEPUIS 2010

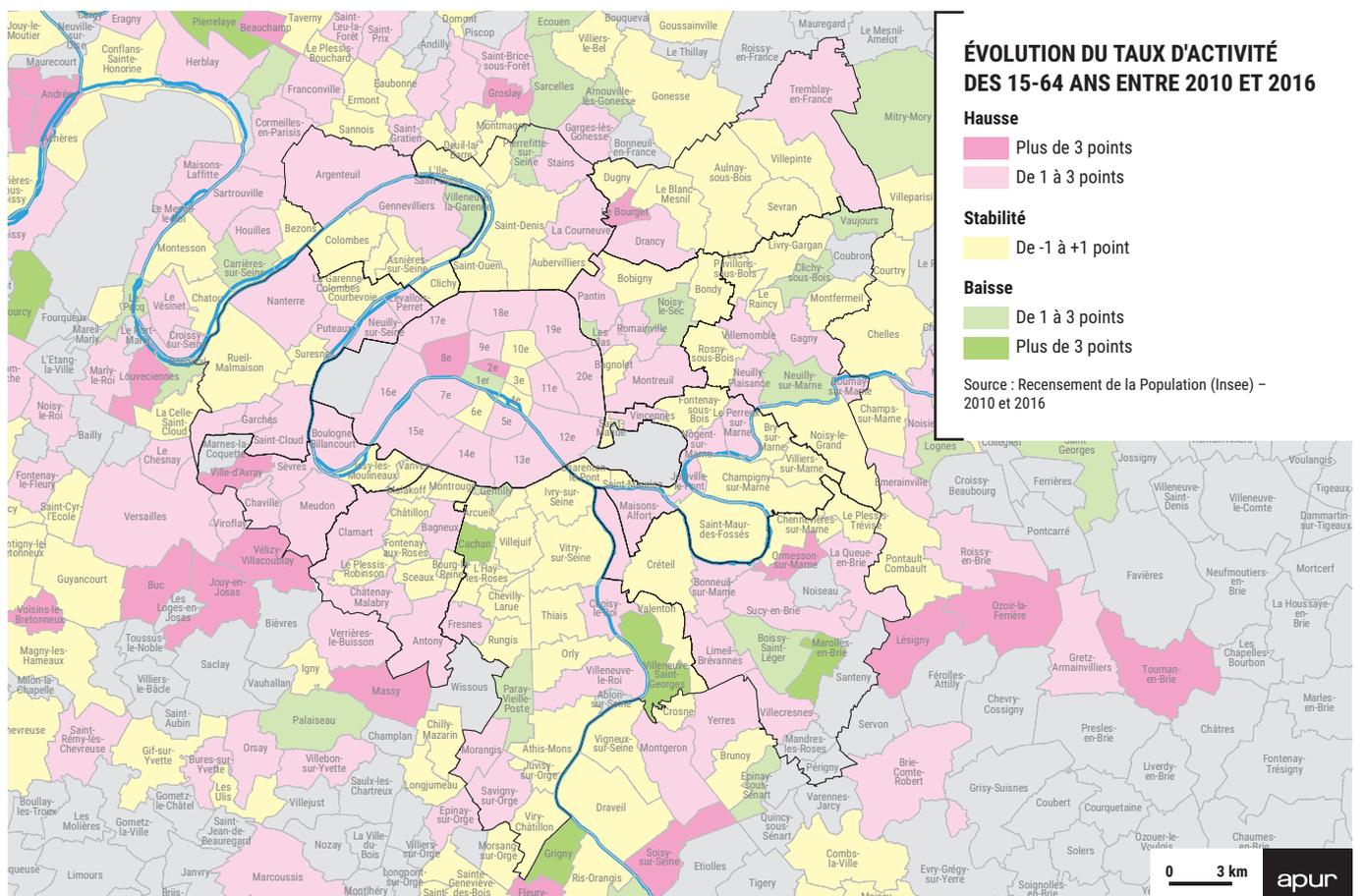
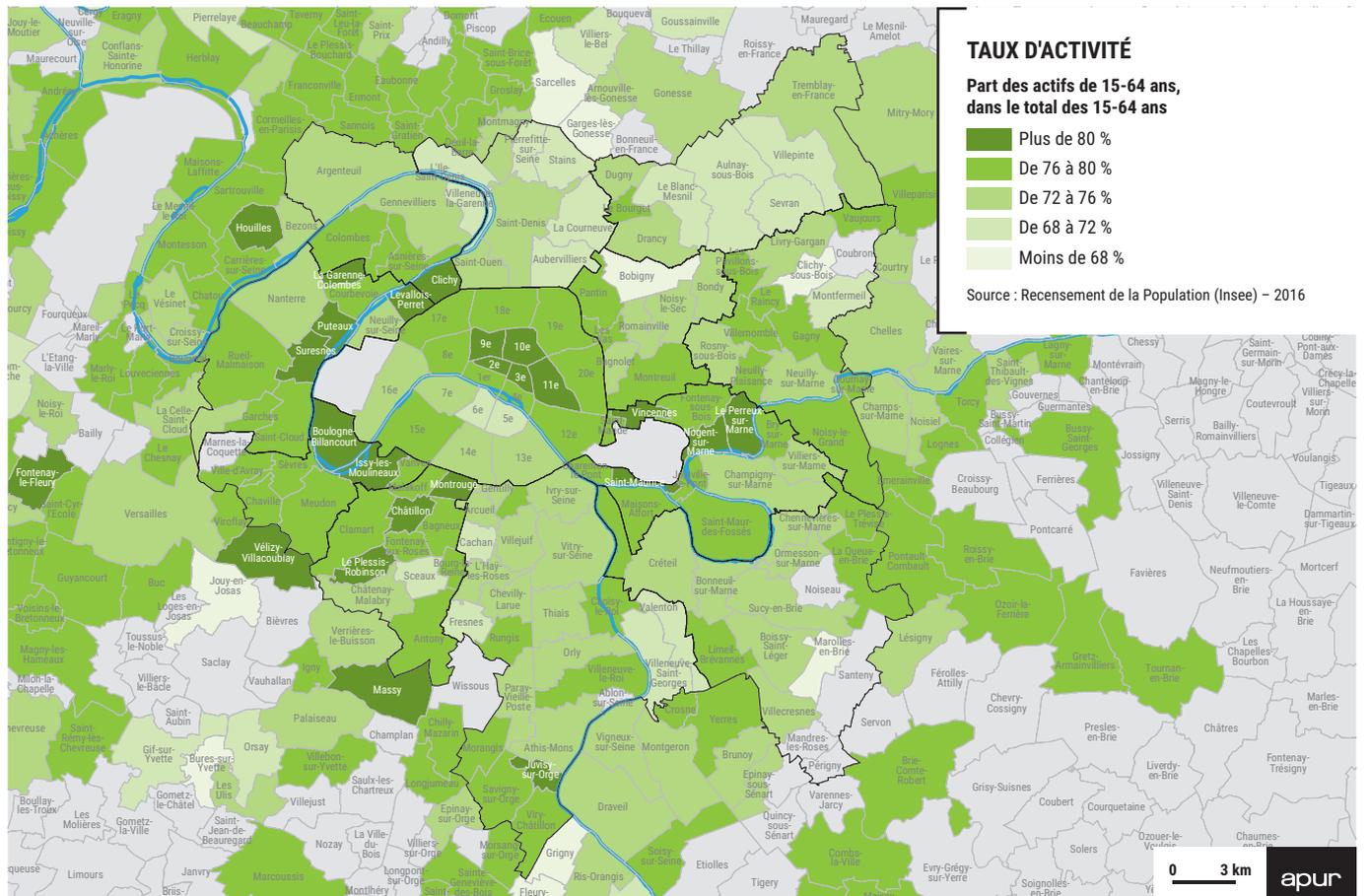
	Paris		Métropole du Grand Paris		Ile-de-France	
	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016
Nombre d'actifs	1 186 755	-2,9 %	3 586 106	+0,7 %	6 095 147	+1,4 %
Taux d'activité	78,0 %	+1,6 pt	76,5 %	+0,8 pt	76,3 %	+0,9 pt
Dont femmes	75,8 %	+2,1 pts	73,9 %	+1,2 pt	73,6 %	+1,3 pt
Dont hommes	80,4 %	+0,9 pt	79,3 %	+0,5 pt	79,1 %	+0,5 pt
Écart femmes/hommes	-4,6	↘	-5,4	↘	-5,5	↘
Taux d'activité par âge						
15-24 ans	36,1 %	-1,8 pt	36,7 %	-3,4 pts	37,7 %	-3,8 pts
25-49 ans	92,0 %	+0,5 pt	90,6 %	-0,4 pt	91,0 %	-0,5 pt
50-64 ans	78,2 %	+1,8 pt	75,6 %	+6,9 pts	74,2 %	+7,2 pts
Taux d'activité des étrangers	75,5 %	+3,1 pts	74,0 %	+1,9 pt	73,6 %	+1,7 pt
Dont femmes	72,0 %	+3,2 pts	67,6 %	+1,7 pt	66,9 %	+1,7 pt
Dont hommes	79,6 %	+3,2 pts	80,7 %	+2,3 pts	80,6 %	+1,9 pt
Écart femmes/hommes	-5,6	→	-13,1	↗	-13,7	↗

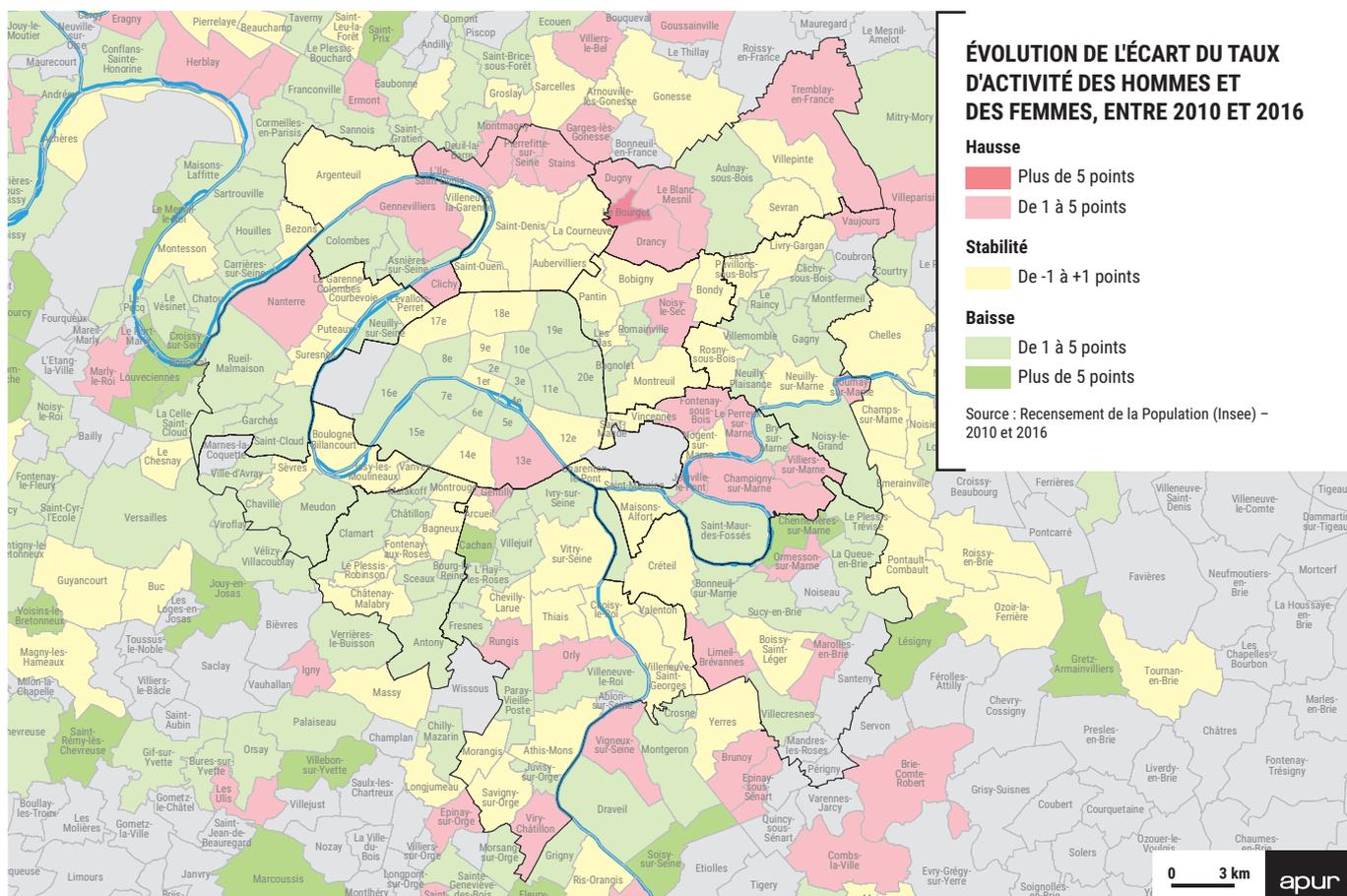
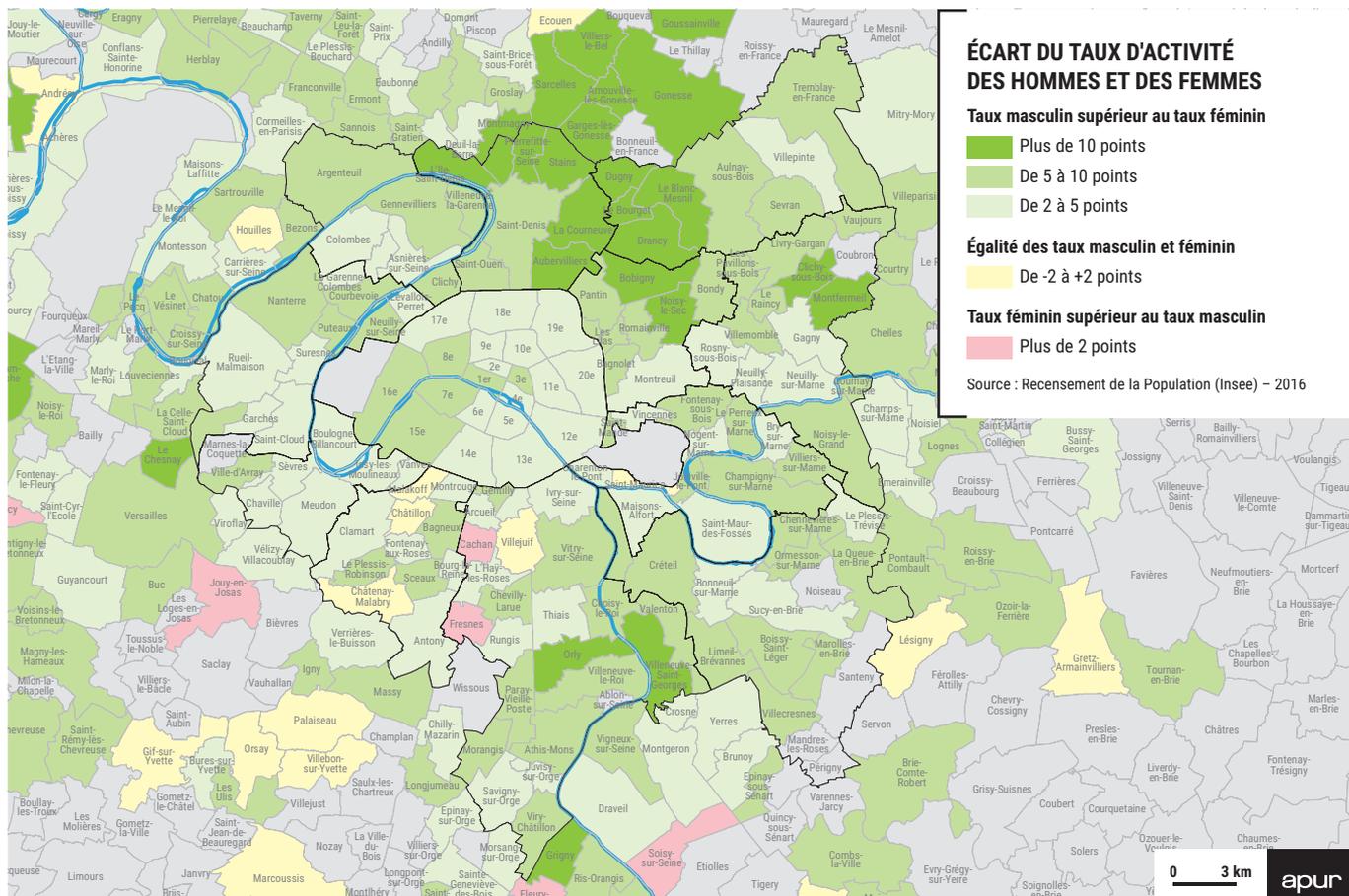
Champ : La population active est calculée en rapportant les actifs (occupés et au chômage) âgés de 15 à 64 ans à la population totale de la même tranche d'âge.
 Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016



Vue de l'esplanade de La Défense

© Apur - Maud Charasson





Des évolutions socioprofessionnelles qui se poursuivent pour l'ensemble de la MGP

Les évolutions des catégories socio-professionnelles observées depuis plusieurs années se poursuivent, marquées principalement par **la progression des cadres et des professions intellectuelles supérieures et le recul des ouvriers et des employés.**

Dans la Métropole du Grand Paris, **32 % des actifs sont cadres ou professions intellectuelles supérieures**, une progression de +1,7 point sur la période récente (entre 2010 et 2016). Cette proportion est plus élevée à Paris (45 %), dans les territoires de Grand Paris Seine Ouest (45 %) et de Paris Ouest La Défense (42 %), qui enregistrent également les évolutions les plus fortes. **Les ouvriers et les employés représentent 38 % des actifs de la Métropole du Grand Paris**, une proportion

qui diminue (-2 points). La proportion d'actifs employés ou ouvriers reste majoritaire dans les territoires de Plaine Commune (61 %), de Paris Terres d'Envol (60 %) et d'Est Ensemble (51 %). Sur la même période, la proportion de professions intermédiaires parmi les actifs reste stable dans la métropole parisienne (24 %).

Les femmes occupent moins souvent un poste de cadres et de professions intellectuelles supérieures que les hommes (29 % contre 34 %), bien que cet écart se réduise passant de -6,3 points en 2010 à -5 points en 2016. Les femmes sont en revanche deux fois plus nombreuses à être employées (34 % des femmes contre 16 % des hommes), une proportion qui baisse depuis 2010 (-2,4 points) alors qu'elle est stable pour les hommes.

Une progression continue du niveau de diplôme

Le niveau de diplôme de la population active tend à s'élever dans l'ensemble du territoire en lien avec l'allongement général des études depuis une soixantaine d'années, une tendance qui s'est accélérée dans les années 1980. En 2016, **54 % des actifs sont diplômés de l'enseignement supérieur** dans la Métropole du Grand Paris, une proportion supérieure à celle de l'Île-de-France (49 %).

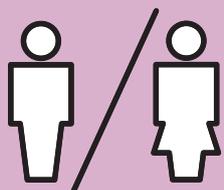
La progression des diplômés de l'enseignement supérieur s'est poursuivie : depuis 2010, leur poids parmi les actifs âgés de 15 à 64 ans a progressé de +5,5 points. Dans le même temps, la part de ceux qui s'arrêtent au niveau du

baccalauréat s'est stabilisée autour de 16 % et celle des actifs de niveau CAP et BEP autour de 13 %. Les actifs peu ou pas diplômés ont vu leur poids se réduire (-3,8 points). Les femmes sont plus souvent diplômées de l'enseignement supérieur que les hommes (57 % contre 51 %), un écart qui s'est accentué passant de +4,2 points en 2010 à +5,7 points en 2016.

De fortes disparités territoriales existent au sein de la métropole parisienne, avec des territoires où la part d'actifs sans diplôme est deux fois supérieure à la moyenne. C'est le cas des territoires de Plaine Commune (34 %) et de Paris Terres d'Envol (31 %)

en Seine-Saint-Denis. À l'inverse, d'autres enregistrent une forte progression de la proportion des actifs diplômés de l'enseignement supérieur : Grand Paris Seine Ouest (+7,5 points), Est Ensemble (+7,4 points), Boucle Nord de Seine (+7 points).

CHIFFRES CLÉS – MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



→ **3 586 100** actifs âgés de 15 à 64 ans
(occupés ou au chômage)

→ **74 %** des femmes âgées de 15 à 64 ans sont actives
(+2,1 points entre 2010 et 2016)

→ **79 %** des hommes âgés de 15 à 64 ans sont actifs
(+0,9 point entre 2010 et 2016)



→ **32 %** d'actifs cadres ou professions intellectuelles supérieures
(+1,7 point entre 2010 et 2016)

→ **38 %** d'actifs ouvriers ou employés
(-2 points entre 2010 et 2016)



→ **54 %** d'actifs diplômés de l'enseignement supérieur
(+5,5 points entre 2010 et 2016)

→ **17 %** d'actifs n'ont aucun diplôme
(-3,8 points entre 2010 et 2016)

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016



Université Paris Nanterre, 200 avenue de la république, Nanterre

© Apur - David Boureau

2.

Conditions d'emploi et temps de travail

Une forte croissance du nombre d'actifs non-salariés

La Métropole du Grand Paris compte 3 099 600 actifs en emploi qui occupent un emploi salarié pour la majorité : 9 actifs en emploi sur 10 sont salariés (89,4 %). En 2016, les communes de la métropole parisienne regroupent **328 500 actifs non-salariés, soit 10,6 % des actifs en emploi** (+1,2 point depuis 2010). Les actifs non-salariés regroupent les entrepreneurs individuels, les micro-entrepreneurs, les professions libérales et les gérants d'entreprises¹. Les hommes sont plus souvent non-salariés (13,4 % des hommes en emploi) que les femmes (7,8 %). Certains territoires ont une proportion d'actifs non-salariés élevée, c'est le cas de Paris (14 % des actifs), Grand Paris Seine Ouest, Paris Ouest La Défense et Paris Est Marne&Bois (11 %), qui sont

également les territoires qui ont les taux d'activité les plus élevés.

L'emploi non-salarié s'est fortement développé sur la période récente, plus rapidement que l'emploi salarié. Si le nombre de salariés a baissé entre 2010 et 2016 (-2,3 %), le nombre d'actifs non-salariés a fortement progressé (+11,5 %). C'est notamment le cas dans les territoires Vallée Sud Grand Paris (+20 %), Plaine Commune (+21 %) et Est Ensemble (+21 %). Cette progression peut en partie se relier au grand nombre de structures d'accompagnement présentes dans certains territoires, notamment à Paris. Dans certains cas, elle peut aussi s'expliquer par une progression d'emplois non-salariés peu qualifiés liée au développement

CHIFFRES CLÉS – MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



- **328 500** actifs non-salariés, soit **10,6 %** des actifs en emploi (+1,2 point entre 2010 et 2016)
- **85,0 %** des femmes actives salariées en CDI (-0,2 point entre 2010 et 2016)
- **85,6 %** des hommes actifs salariés en CDI (-0,4 point entre 2010 et 2016)
- **19,5 %** des femmes actives salariées à temps partiel (-1,2 point entre 2010 et 2016)
- **9,3 %** des hommes actifs salariés à temps partiel (+0,4 point entre 2010 et 2016)

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

de l'économie de plateforme et à l'ubérisation.

Sur la période récente, le nombre d'actifs non-salariés a progressé notamment dans les secteurs des activités immobilières (+26 %), du transport et de l'entreposage (+26 %) et des indus-

tries extractives énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (+22 %). Par rapport aux actifs salariés, les actifs non-salariés travaillent davantage dans les activités scientifiques et techniques (29 % contre 16 %), le commerce (12 % contre 11 %) et la construction (7 % contre 4 %).

Dans les territoires moins favorisés au nord et au nord-est de la Métropole, les conditions d'emploi des actifs salariés se dégradent alors qu'elles sont stables en moyenne dans l'ensemble du territoire.

Les femmes plus souvent dans des situations d'emploi temporaire

Dans la Métropole du Grand Paris, **86 % des actifs salariés ont un emploi stable sans limite de durée** (CDI ou titulaire de la fonction publique). Si cette proportion est stable sur la période récente pour l'ensemble du territoire, **certains écarts se creusent pour les territoires les plus fragiles**. Les territoires de Plaine Commune et d'Est Ensemble, qui enregistrent une proportion d'actifs salariés en emploi stable inférieure (respectivement 82 % et 83 %), sont également ceux où ce taux recule (respectivement -1,3 point et -1,1 point). Ce sont principalement les emplois à durée limitée (CDD, contrat court, saisonnier, vacataire) qui ont progressé davantage sur ces deux territoires.

Les femmes occupent plus fréquemment des emplois précaires, elles sont notamment plus souvent en emploi sans limite de durée (CDD, contrat court, saisonnier, vacataire). 11 % des femmes en emploi sont en CDD contre 9 % des hommes en emploi, et c'est d'autant plus marqué pour les femmes en emploi de nationalité étrangère (16 %). Les hommes sont en revanche plus souvent placés par une agence d'intérim que les femmes (1,4 % contre 0,8 %). Ces écarts restent stables sur la période récente.

Les actifs de moins de 25 ans sont moins souvent en CDI (49,5 %). Ils sont le plus souvent en contrat sans limite de durée (21,5 %) et en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (19,2 %).

Le temps partiel concerne deux fois plus de femmes que d'hommes

Dans la Métropole du Grand Paris, **85 % des actifs salariés en emploi sont à temps complet et 15 % à temps partiel**. Le temps partiel est un temps de travail inférieur à la durée légale du travail (ou à la durée conventionnelle si celle-ci est inférieure). Si cette proportion est stable sur la période récente pour l'ensemble du territoire, certains écarts se creusent pour les territoires les plus fragiles. Les territoires de Plaine Commune et d'Est

Ensemble ont une part d'actifs salariés à temps partiel plus élevée (18 %) qui a progressé depuis 2010 alors qu'elle est stable dans l'ensemble de la MGP (+0,8 point à Plaine commune et +1,1 point à Est Ensemble).

Les femmes exercent plus souvent une activité à temps partiel, elles sont 19 % des femmes en emploi contre 9 % des hommes. Sur la période récente, on observe une légère réduction des

1 – Selon l'Insee, les salariés sont les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente. Les indépendants ou non-salariés se distinguent des salariés par l'absence de contrat de travail, et par le fait qu'ils n'ont pas de lien de subordination juridique permanente à l'égard d'un donneur d'ordre (entrepreneurs individuels classiques, professions libérales, micro-entrepreneurs et gérants majoritaires).

écarts entre les hommes et les femmes : la proportion des femmes en emploi à temps partiel a diminué de -1,2 point entre 2010 et 2016, quand celle des hommes a légèrement augmenté (+0,4 point). Les femmes actives sont plus souvent à temps partiel dans les territoires de Plaine Commune (24 %), Paris Terres d'Envol (21 %) et Est Ensemble (22 %), une tendance stable. Pour les femmes de nationalité étrangère en emploi, près d'un tiers d'entre elles sont à temps partiel (31 %), une proportion particulièrement élevée à Plaine Commune (38 %). Si la part des femmes de nationalité étrangère à temps partiel baisse depuis 2010 (-1,3 point), celle des hommes de nationalité étrangère a augmenté (13 % ; +1,4 point), notamment à Plaine Commune (+3,2 points) et Est Ensemble (+3 points). Ces évolutions témoignent de situations de précarité dans l'emploi.

Le temps partiel peut être qualifié de « choisi » s'il est mis en place à la demande du salarié ou de « subi » si la durée hebdomadaire de travail est inférieure au temps de travail souhaité. Le recensement de la population ne per-

met pas d'identifier les temps partiels « subis » des temps partiels « choisis ». À partir des données de l'enquête emploi, des travaux analysent le « sous-emploi » au niveau régional qui regroupe les actifs à temps partiel « subi », qu'ils recherchent activement un emploi ou non. Selon une note récente de l'Insee², les femmes sont deux fois plus souvent en situation de « sous-emploi » que les hommes en Île-de-France.

Les pluriactifs, c'est-à-dire les personnes qui exercent plusieurs emplois au cours d'une même période, représentent 7,9 % de l'emploi total en France fin 2016³. La majorité d'entre eux sont des actifs salariés qui ont plusieurs employeurs (80 %), les autres sont des actifs à la fois non-salariés et salariés. La pluriactivité concerne davantage le secteur tertiaire non marchand et les femmes sont largement majoritaires. Selon une note récente⁴, la pluriactivité des non-salariés a fortement augmenté en Île-de-France (+ 6,4 points entre 2007 et 2015), en lien avec la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur et du micro-entrepreneur.

2 – L. Bourles, « 520 000 Franciliens touchés par le « sous-emploi » ou le « halo autour du chômage » : un phénomène presque aussi important que le chômage », Insee Analyses Île-de-France n° 36, juin 2016.

3 – « Emploi, chômage, revenus du travail », Insee Références, édition 2019.

4 – C. Clavier, J. Cheverot, L. Omont (Insee Île-de-France), D. Bauer (Direccte Île-de-France), P. Leroi (IAU iDF), « Le travail indépendant en Île-de-France : une croissance tournée vers les services aux entreprises », Insee Analyses Île-de-France n°94, février 2019.

CONDITIONS D'EMPLOI DES ACTIFS OCCUPÉS ÂGÉS DE 15-64 ANS EN 2016, ÉVOLUTION DEPUIS 2010

	Paris		Métropole du Grand Paris		Île-de-France	
	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016
Nombre d'actifs en emploi	1 043 500	-4,0 %	3 099 612	-1,0 %	5 320 624	-0,4 %
Part des actifs en emploi salariés	85,7 %	-1,6 pt	89,4 %	-1,2 pt	90,6 %	-1,0 pt
Part des salariés en CDI *	83,6 %	+0,1 pt	85,7 %	-0,3 pt	86,7 %	-0,3 pt
Dont femmes	82,5 %	+0,1 pt	85,0 %	-0,2 pt	85,9 %	-0,2 pt
Dont hommes	84,8 %	+0,1 pt	86,5 %	-0,4 pt	87,5 %	-0,4 pt
Écart femmes/hommes	-2,3	→	-1,5	→	-1,6	→
Part des salariés à temps partiel	15,2 %	-0,7 pt	14,5 %	-0,2 pt	14,1 %	-0,2 pt
Dont femmes	19,5 %	-1,6 pt	19,5 %	-1,2 pt	19,9 %	-1,2 pt
Dont hommes	10,4 %	-0,2 pt	9,3 %	+0,4 pt	8,2 %	+0,4 pt
Écart femmes/hommes	9,1	↘	10,2	↘	11,7	↘
Part des actifs en emploi non-salariés	14,3 %	+1,6 pt	10,6 %	+1,2 pt	9,4 %	+1,0 pt
Dont femmes	11,6 %	+2,0 pts	7,8 %	+1,4 pt	6,7 %	+1,1 pt
Dont hommes	17,1 %	+1,3 pt	13,4 %	+1,0 pt	12,1 %	+0,9 pt
Écart femmes/hommes	-5,5	↘	-5,6	↘	-5,4	↘

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

* Emplois sans limite de durée, CDI, titulaire de la fonction publique.



Personnes au pied des tours de bureaux, La Défense

© Apur - David Boureau

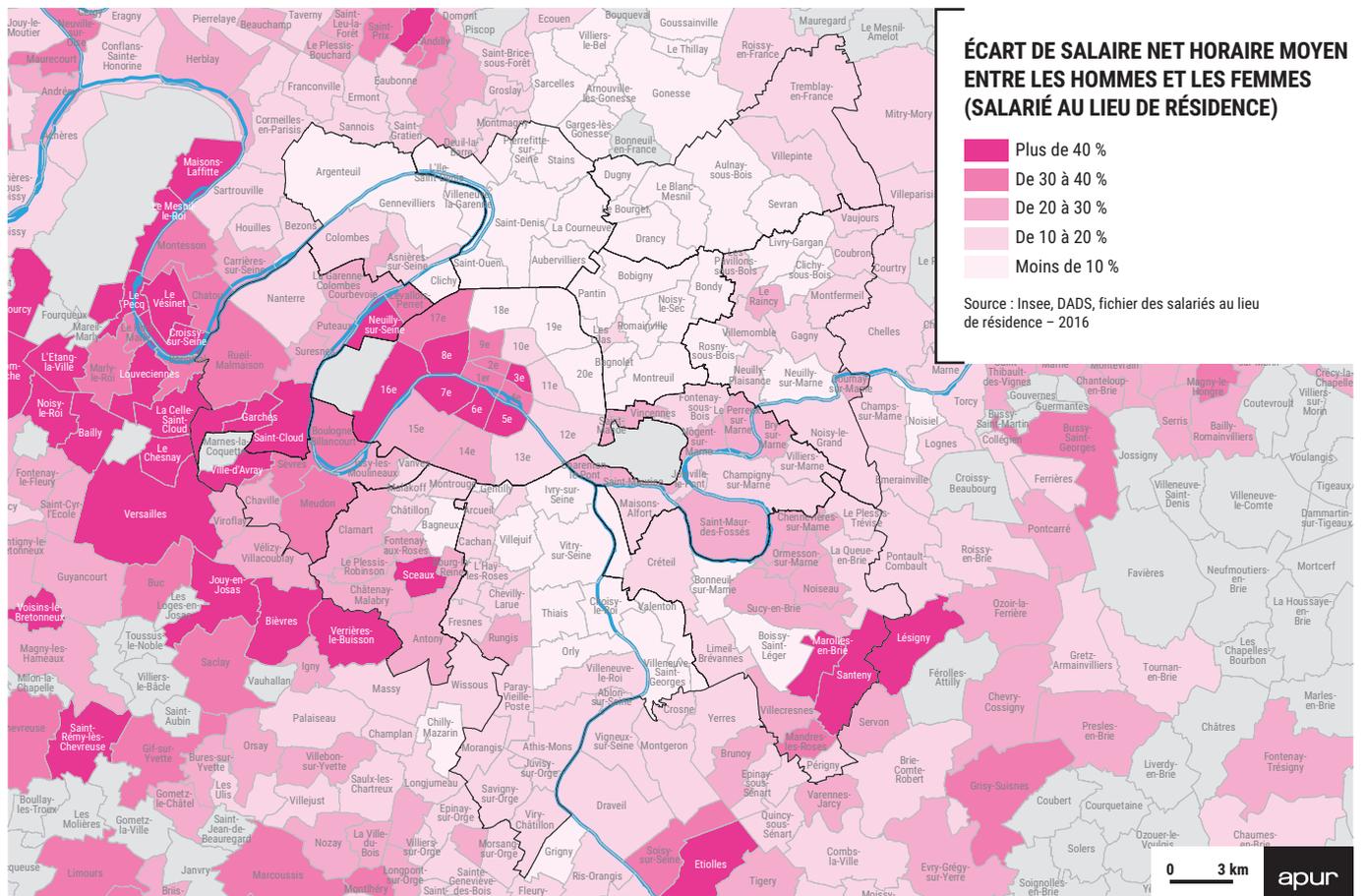
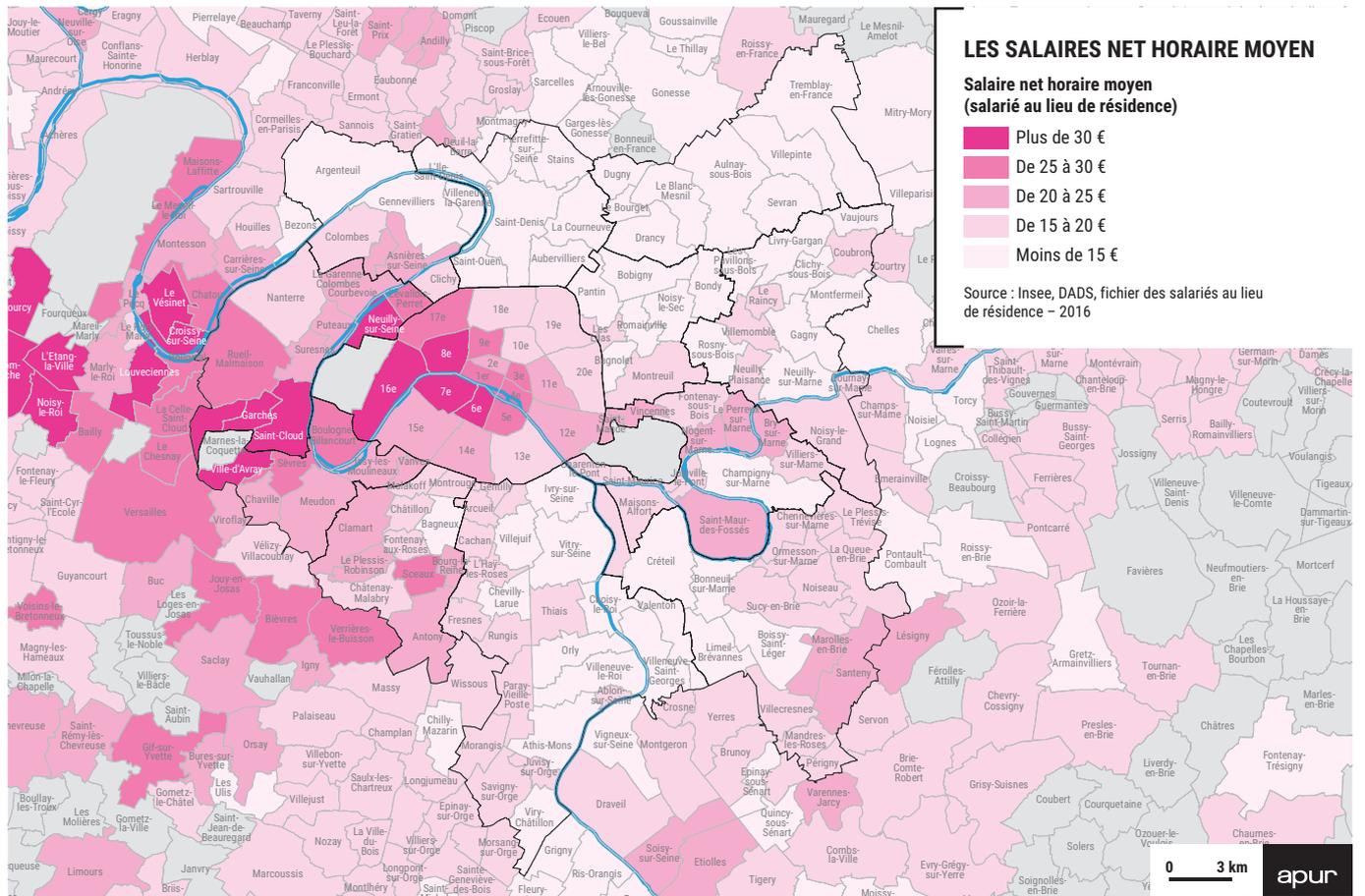
Des inégalités de salaires particulièrement marquées qui se renforcent

Dans la Métropole du Grand Paris, le salaire moyen est plus élevé que celui d'Île-de-France (19,50 € net horaire contre 18,50 €), notamment à Paris (23 €) et dans les Hauts-de-Seine (22,30 €). Depuis 2012, le salaire net horaire moyen a progressé dans l'ensemble du territoire francilien (+1,10 €), de manière plus marquée dans les territoires les plus favorisés (Paris: +2,10 €; Hauts-de-Seine: +1,90 €). En Seine-Saint-Denis, le salaire moyen est 1,5 fois plus faible que dans la Métropole (13,40 € net horaire moyen) et reste stable sur la période récente (+0,30 €).

Le salaire horaire des femmes est en moyenne inférieur de 16,7 % à celui des hommes dans la métropole parisienne. L'écart entre le salaire des femmes et celui des hommes s'est accentué passant d'une différence de -3,20 € net horaire en 2012 à -3,50 € en 2016 en

Île-de-France. Cette tendance est d'autant plus marquée à Paris, où l'écart de salaires entre femmes et hommes passe de -5 € à -6,20 €. À l'inverse, l'écart entre les femmes et les hommes est faible en Seine-Saint-Denis et s'est légèrement réduit (-1 € en 2012 et -0,70 € en 2016).

Les écarts de salaires sont particulièrement marqués entre les actifs selon leurs catégories socioprofessionnelles: **les ouvriers et les employés ont un salaire moyen 2,6 fois inférieur à celui des cadres supérieures en Île-de-France** (11,40 € contre 29,50 €). Entre 2012 et 2016, le salaire net horaire moyen des ouvriers a baissé (-0,40 €), celui des employés est resté stable (+0,10 €), et celui des cadres supérieures a augmenté (+1,50 €). À Paris, ces évolutions sont encore plus marquées (-1,70 € pour les ouvriers et +2,60 € pour les cadres supérieurs).



Une hausse du nombre de foyers allocataires de la prime d'activité

Selon une note réalisée à partir des données 2005 des déclarations annuelles de données sociale (DADS)⁵, 460 000 salariés résidant à Paris et dans les départements de petite couronne ont perçu de faibles revenus d'activité (moins de 7 830 € au cours de l'année). Les salariés à faibles revenus d'activité sont plus souvent des jeunes et des femmes, ils occupent plus souvent des emplois de courtes périodes ou à temps partiel, des emplois peu qualifiés, dans les services aux particuliers et aux entreprises.

Pour compléter le salaire des actifs aux revenus modestes, la prime d'activité (PPA) a remplacé le RSA activité et la prime pour l'emploi depuis le 1^{er} janvier 2016. Selon les données de la Caf au 31 décembre 2018, **268 280 foyers**

sont allocataires de la prime d'activité dans la Métropole du Grand Paris, soit une hausse de +15,7 % depuis décembre 2017. Le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité a davantage augmenté dans les territoires du sud-ouest de la Métropole Paris Est Marne&Bois (+18,5 %), Grand Paris Sud Est Avenir (+20,6 %) et Grand Orly Seine Bièvre (+21,8 %). Parmi les foyers allocataires de la prime d'activité, 36 942 sont âgés de moins de 25 ans, soit 13,8 % des foyers allocataires, une proportion stable depuis 2017.

5 – M. Arsac (Apur), F-L. Mary-Portas (Insee Ile-de-France), « 460 000 salariés à faibles revenus d'activité dans le cœur de l'agglomération parisienne », Insee Ile-de-France A la page n°289, novembre 2007.

CHIFFRES CLÉS – MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



- **17,50 €** salaire net horaire moyen des femmes
- 21,00 €** salaire net horaire moyen des hommes
- **30,30 €** salaire net horaire moyen des cadres supérieurs
- 11,10 €** salaire net horaire moyen des ouvriers
- **268 280** allocataires de la prime d'activité
(+15,7 % entre décembre 2017 et 2018)

Sources : DADS 2016 ; Caf au 31 décembre 2017 et 2018

3.

Taux de chômage et demande d'emploi

Un taux de chômage en progression entre 2010 et 2016

Dans la Métropole du Grand Paris, **486 500 personnes se déclarent au chômage en 2016. Le taux de chômage s'établit à 13,6 %**, un taux supérieur à celui de l'Île-de-France (12,7 %) mais plus faible que celui de la France (14,1 %). Le taux de chômage au sens du recensement de la population de l'Insee rapporte le nombre de chômeurs à la population active (actifs occupés et chômeurs). **Depuis 2010, le taux de chômage a progressé de +1,5 point sur l'ensemble du territoire métropolitain**, une évolution similaire à celle observée au niveau régional (+1,6 point). Les territoires du nord-est de la Métropole ont des taux de chômage particulièrement élevés (plus de 22 %), notamment dans les communes de La Courneuve, Villetaneuse, Bobigny, Aubervilliers, Saint-Denis, Bondy, Clichy-sous-Bois. Ce taux a progressé dans de fortes proportions à Paris Terres d'Envol (+3 points).

Les femmes sont légèrement plus souvent au chômage que les hommes (13,8 % contre 13,4 %), et leur taux

évolue au même rythme que celui des hommes. Les personnes de nationalité étrangère se déclarent plus souvent au chômage (19 %), une proportion qui progresse à un rythme plus rapide (+1,9 point entre 2010 et 2016). C'est d'autant plus marqué pour les femmes de nationalité étrangère dont le taux de chômage est passé de 21,9 % à 24,5 % sur la même période (+2,5 points).

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans est plus élevé que celui des autres tranches d'âge (25,7 %), et a progressé à un rythme plus rapide (+2,9 points). Les élèves et les étudiants qui ne travaillent pas ne sont pas comptabilisés dans la population active, le taux de chômage des 15-24 ans ne prend en compte que les jeunes présents sur le marché du travail qui ont arrêté leurs études à des niveaux de diplôme plus bas. La proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble de la population des 15-24 ans (actifs et inactifs) est de 9,4 %, une proportion inférieure à celle des 25-49 ans (11,7 %).

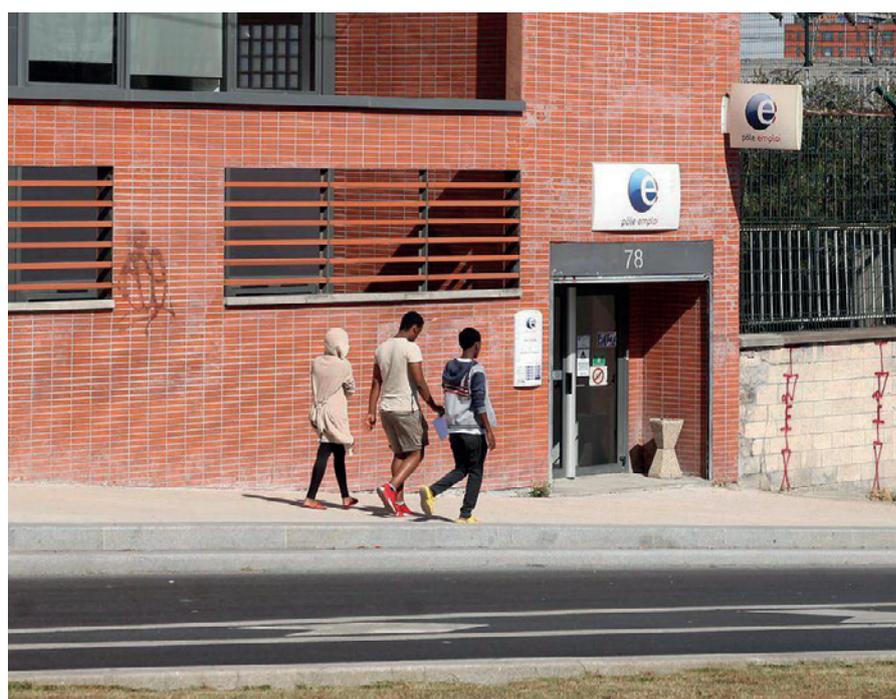
Le taux de chômage est plus faible pour les diplômés d'études supérieures (9,2 %), à l'inverse il est plus élevé pour les personnes sans diplôme (22 %). Les cadres et professions intellectuelles supérieures (5,4 %), les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (9 %) ou les professions intermédiaires (12 %) ont des taux de chômage moins élevés, à l'inverse des employés (16,8 %) et des ouvriers (20,5 %).

Depuis 2010, le taux de chômage a progressé de +1,5 point sur l'ensemble du territoire métropolitain.

TAUX DE CHÔMAGE DES 15-64 ANS AU SENS DU RECENSEMENT EN 2016, ÉVOLUTION DEPUIS 2010

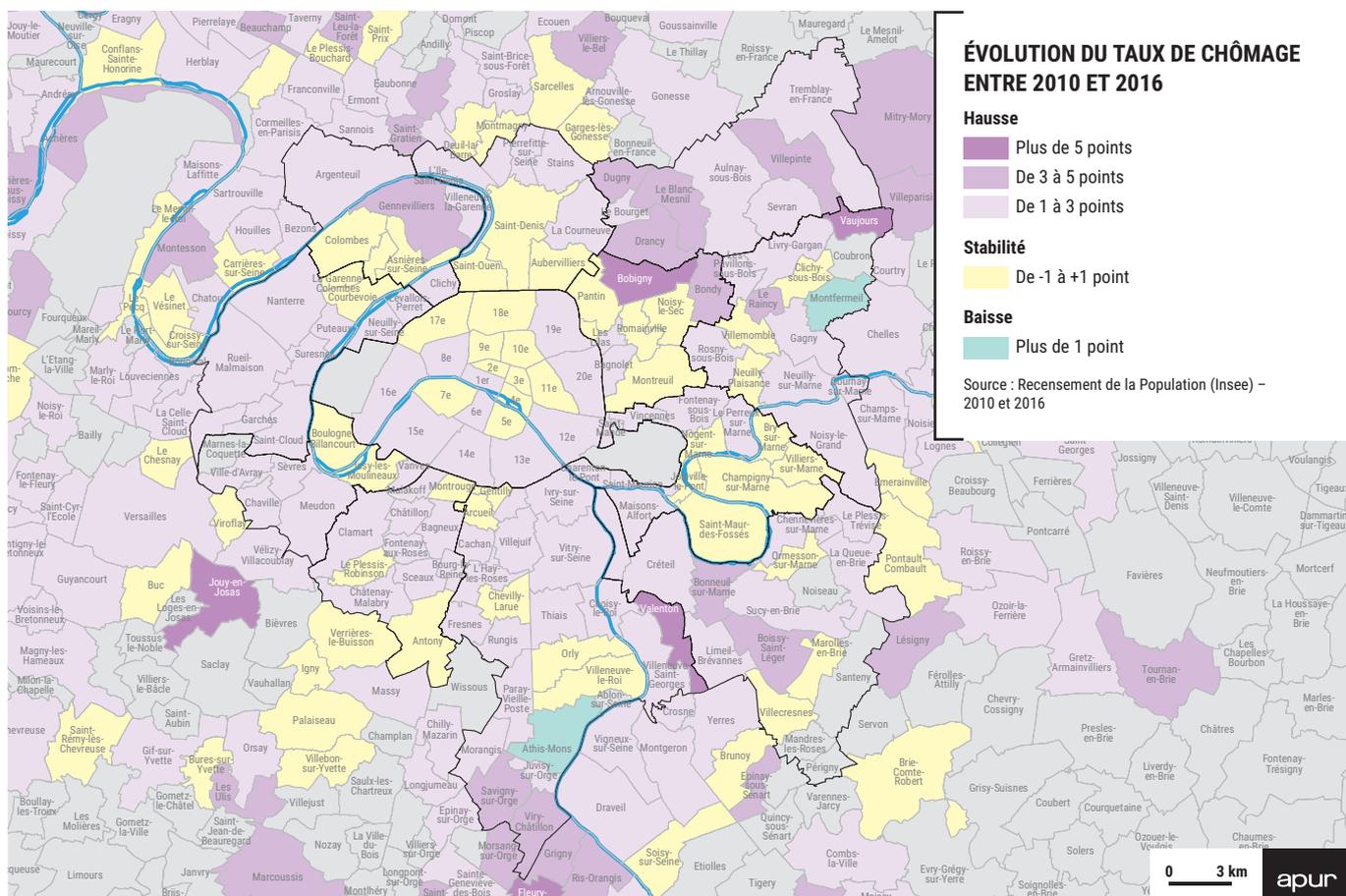
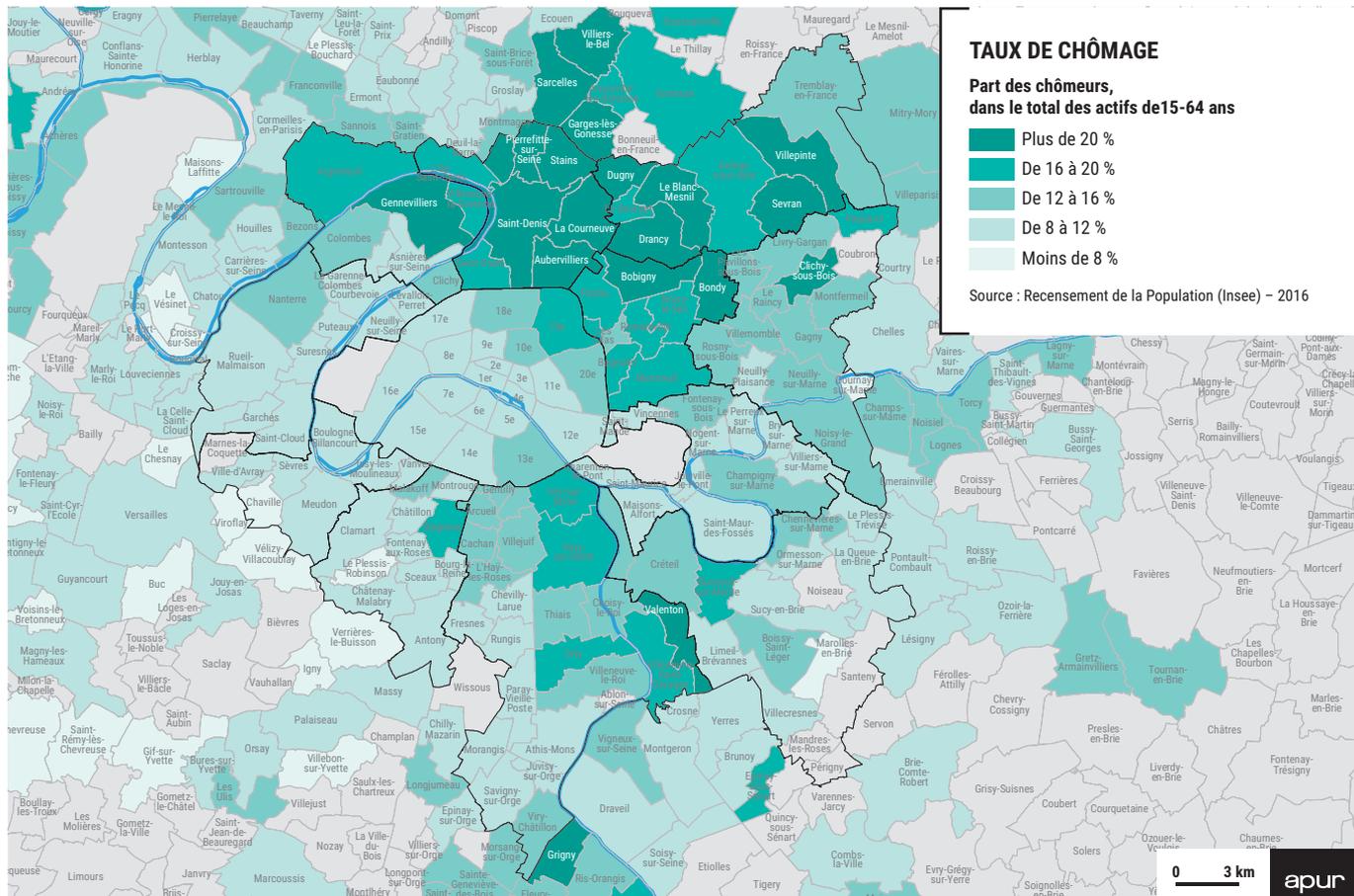
	Paris		Métropole du Grand Paris		Ile-de-France	
	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016
Nombre d'actifs au chômage	143 256	5,20 %	486 494	12,90 %	774 523	16,00 %
Taux de chômage	12,1 %	+0,9 pt	13,6 %	+1,5 pt	12,7 %	+1,6 pt
Dont femmes	12,3 %	+0,9 pt	13,8 %	+1,5 pt	13,0 %	+1,7 pt
Dont hommes	11,9 %	+1,0 pt	13,4 %	+1,4 pt	12,4 %	+1,5 pt
Écart femmes/hommes	0,4	→	0,4	→	0,6	↗
Taux de chômage par âge						
15-24 ans	20,5 %	+2,0 pts	25,7 %	+2,9 pts	25,6 %	+3,3 pts
25-49 ans	11,3 %	+0,7 pt	12,9 %	+1,5 pt	12,0 %	+1,7 pt
50-64 ans	11,1 %	+1,5 pt	11,0 %	+1,6 pt	9,8 %	+1,4 pt
Taux de chômage des étrangers	18,1 %	+1,5 pt	21,4 %	+1,9 pt	21,2 %	+2,2 pts
Dont femmes	19,4 %	+1,7 pt	24,5 %	+2,5 pts	24,6 %	+2,7 pts
Dont hommes	16,6 %	+1,2 pt	18,7 %	+1,4 pt	18,2 %	+1,7 pt
Écart femmes/hommes	2,8	↗	5,8	↗	6,5	↗

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016



Antenne Pôle Emploi, 78 Boulevard Ney, Paris 18e

© Apur - David Boureau



Taux de chômage localisé

Pour mesurer le chômage, l'Insee produit des taux de chômage localisés par région, département et zone d'emploi à partir d'une synthèse de différentes sources : les Estimations d'emploi, les séries de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (DEFM) et les résultats de l'enquête Emploi. Cette dernière source fournit les niveaux nationaux de chômeurs et de population active occupée au sens du Bureau international du travail (BIT)⁶. Le taux de chômage au sens du BIT est la proportion de chômeurs au sens du BIT dans la population active occupée.

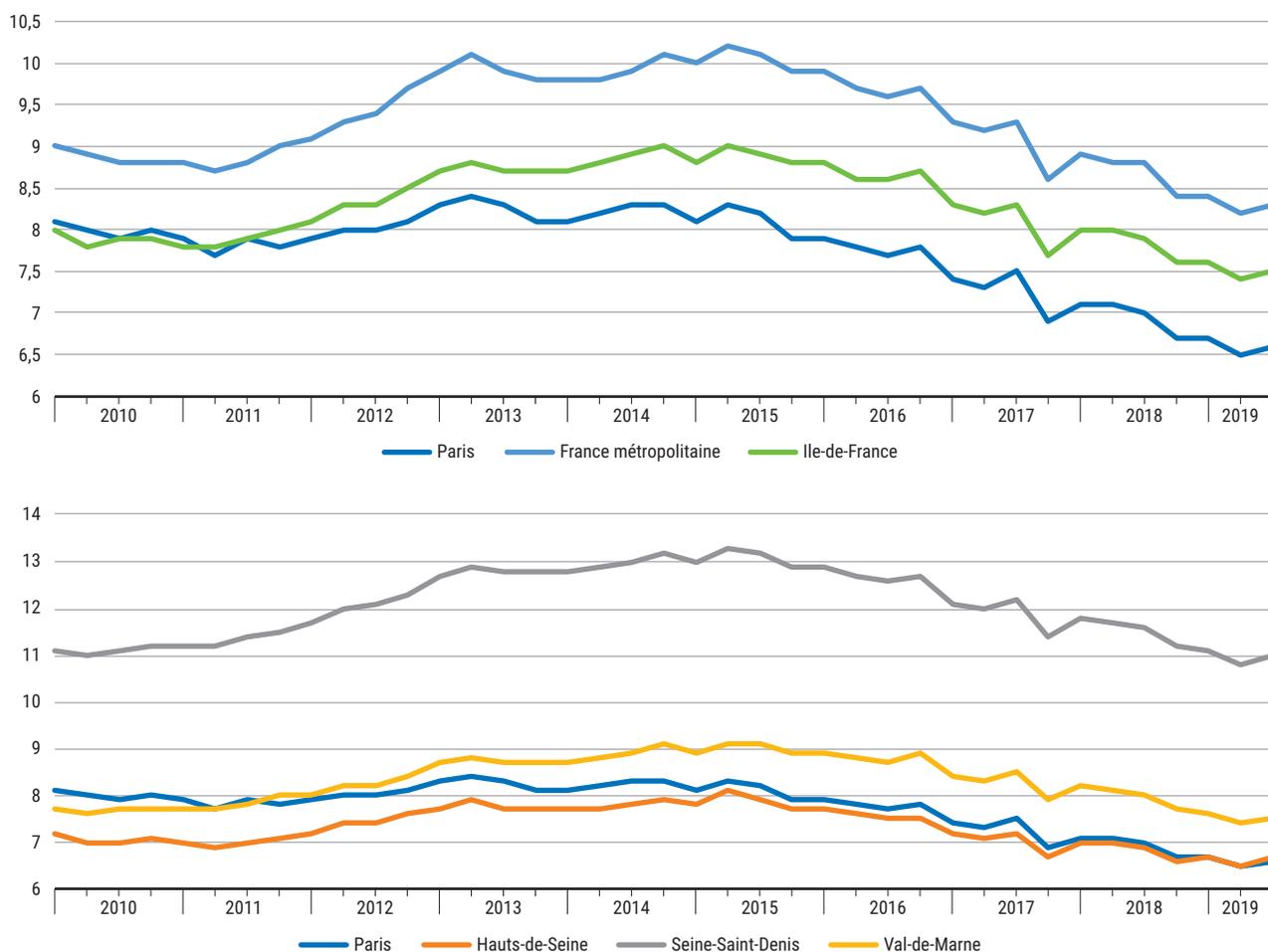
En Île-de-France, le taux de chômage localisé s'établit à 7,5 % au troisième trimestre 2019. Il a baissé depuis 2014 (-1,5 point), pour atteindre un taux similaire à celui observé en 2010. Bien qu'il soit en moyenne inférieur au taux de chômage de la France métropolitaine (8,3 %), de

fortes disparités existent sur le territoire francilien. Le département de Seine-Saint-Denis a un taux de chômage plus élevé (11 %) qui a également baissé depuis 2014 (-2,2 point). À Paris, le taux de chômage est plus bas qu'ailleurs (6,6 % en 2019). Le taux parisien, qui était supérieur au taux francilien, est devenu plus faible au cours de l'année 2011 et se maintient depuis à un niveau plus bas.

Ces données qui permettent d'analyser les évolutions les plus récentes ne sont pas disponibles à l'échelle de la Métropole du Grand Paris et ne permettent pas d'avoir des éléments sur le profil des chômeurs à une échelle fine.

6 – Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne de 15 ans ou plus qui est sans emploi, disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉ DE 2010 À 2019



Source : Insee, taux de chômage localisés

Un nombre de demandeurs d'emploi élevé qui se stabilise sur la période récente

Au 4^e trimestre 2018, 629 100 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi dans la métropole parisienne (catégories A, B et C)⁷. Le nombre de demandeurs d'emploi a continué d'augmenter au cours des dernières années : entre le 4^e trimestre 2010 et 2018, il a progressé de +35,5 % dans la Métropole du Grand Paris, une hausse plus modérée qu'en Île-de-France (+38,9 %), mais plus élevée qu'en moyenne en France métropolitaine (+39,2 %).

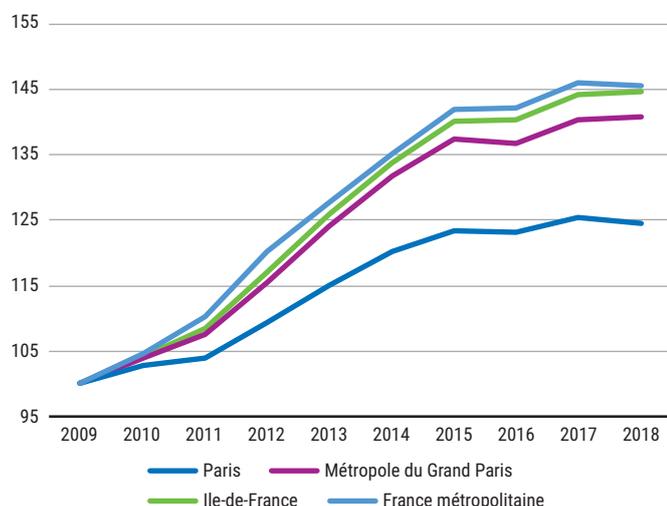
Sur la dernière période (2015-2018), le nombre de demandeurs d'emploi a particulièrement augmenté dans les territoires de Grand Paris Grand Est (+6,1 %), Est Ensemble (+5,4 %), et Vallée Sud-Grand Paris (+4,9 %). C'est particulièrement le cas dans les communes de Gagny, Les Pavillons-sous-Bois,

Valenton, Romainville, Aubervilliers, Villemomble, Bagnolet, Montfermeil, Montreuil. À l'inverse, les territoires Paris Est Marne&Bois et Paris Ouest la Défense enregistrent une baisse du nombre de demandeurs d'emploi depuis 2015 (respectivement -1,6 % et -0,7 %). Une partie de ces évolutions peuvent se relier aux évolutions démographiques observées sur ces territoires. **Sur la période la plus récente, le nombre de demandeurs d'emploi s'est stabilisé**, il a même légèrement baissé entre 2017 et 2019 (-3,2 % à Paris ; -2 % en Île-de-France ; -3,5 % en France métropolitaine).

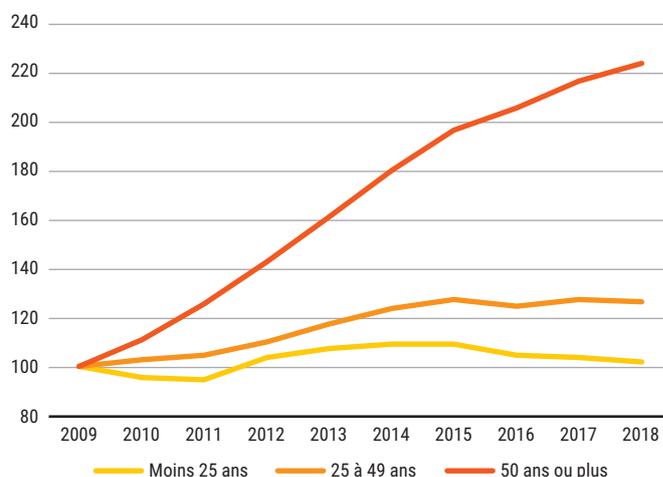
Les hommes sont légèrement majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (50,4 %), mais leur part a baissé depuis 2015 (-1,3 points).

7 – Les demandeurs d'emploi de catégorie A sont ceux qui n'ont exercé aucune activité au cours du mois, les demandeurs d'emploi de catégorie B sont ceux qui ont exercé une activité de 78 heures ou moins et les catégories C sont ceux qui ont exercé une activité de plus de 78 heures (catégorie C). Les demandeurs d'emploi qui ne sont pas tenus de rechercher un emploi appartiennent à deux autres catégories : les personnes sans emploi qui ne sont pas immédiatement disponibles pour reprendre un emploi en raison, par exemple, d'une formation ou d'une maladie (catégorie D) et les personnes en emploi, principalement en contrat aidé ou en création d'entreprise (catégorie E).

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C), en indice base 100



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI PAR TRANCHE D'ÂGES (catégories A, B et C) dans la Métropole du Grand Paris, en indice base 100



Source : STMT, Pôle emploi-Dares (chiffres au 4^e trimestre de chaque année)

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus continue de progresser

Les actifs de 50 ans ou plus sont les plus touchés par l'augmentation du nombre d'inscrits à Pôle emploi. Dans la Métropole du Grand Paris, **leur nombre a doublé entre le 4^e trimestre 2010 et 2018, passant de 85 500 à 171 400 personnes**. Sur les 164 800 demandeurs d'emploi supplémentaires enregistrés entre 2010 et 2018, la moitié sont des demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (85 800 personnes).

Sur la dernière période (2015-2018), le nombre de demandeurs d'emploi

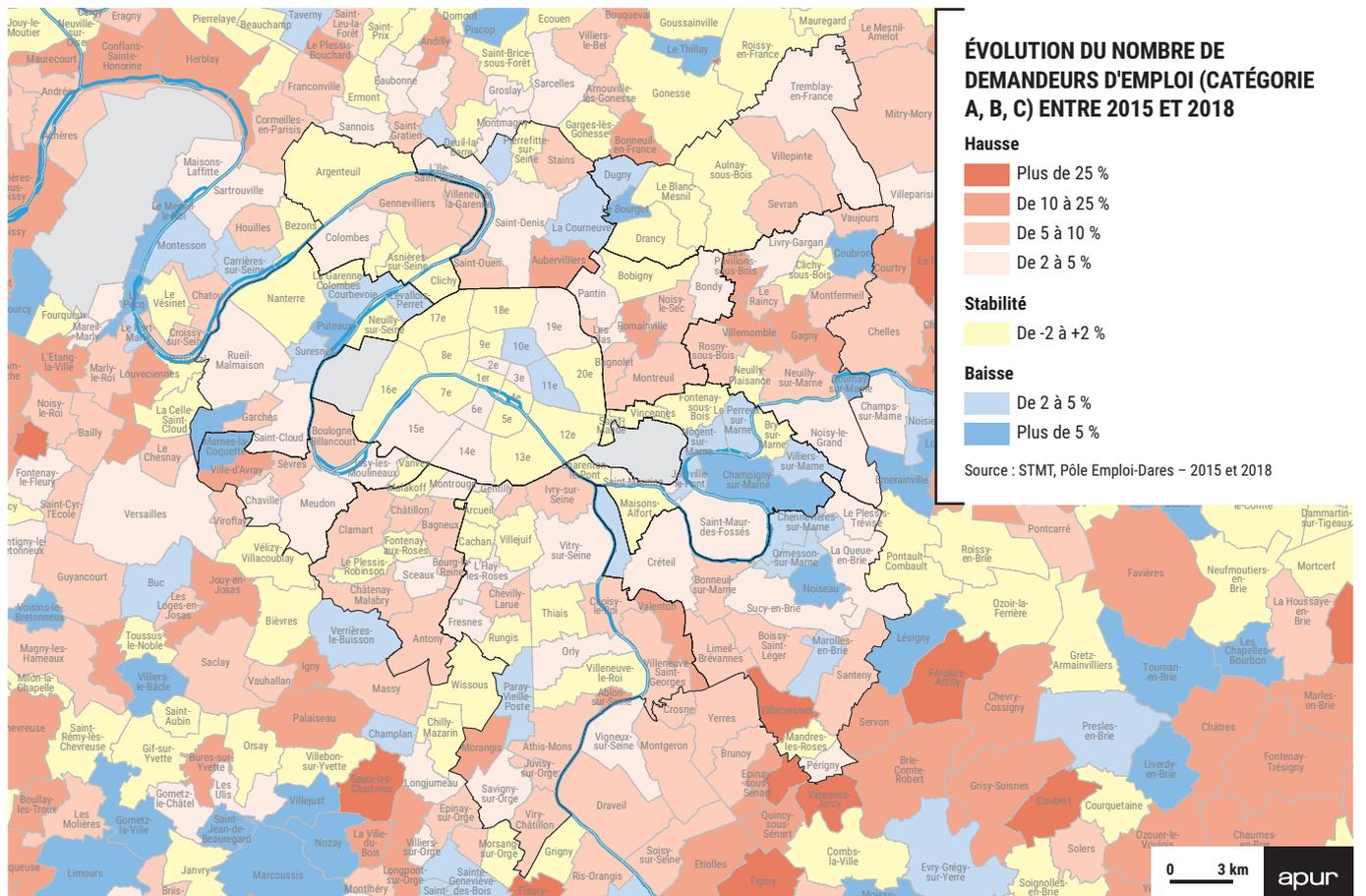
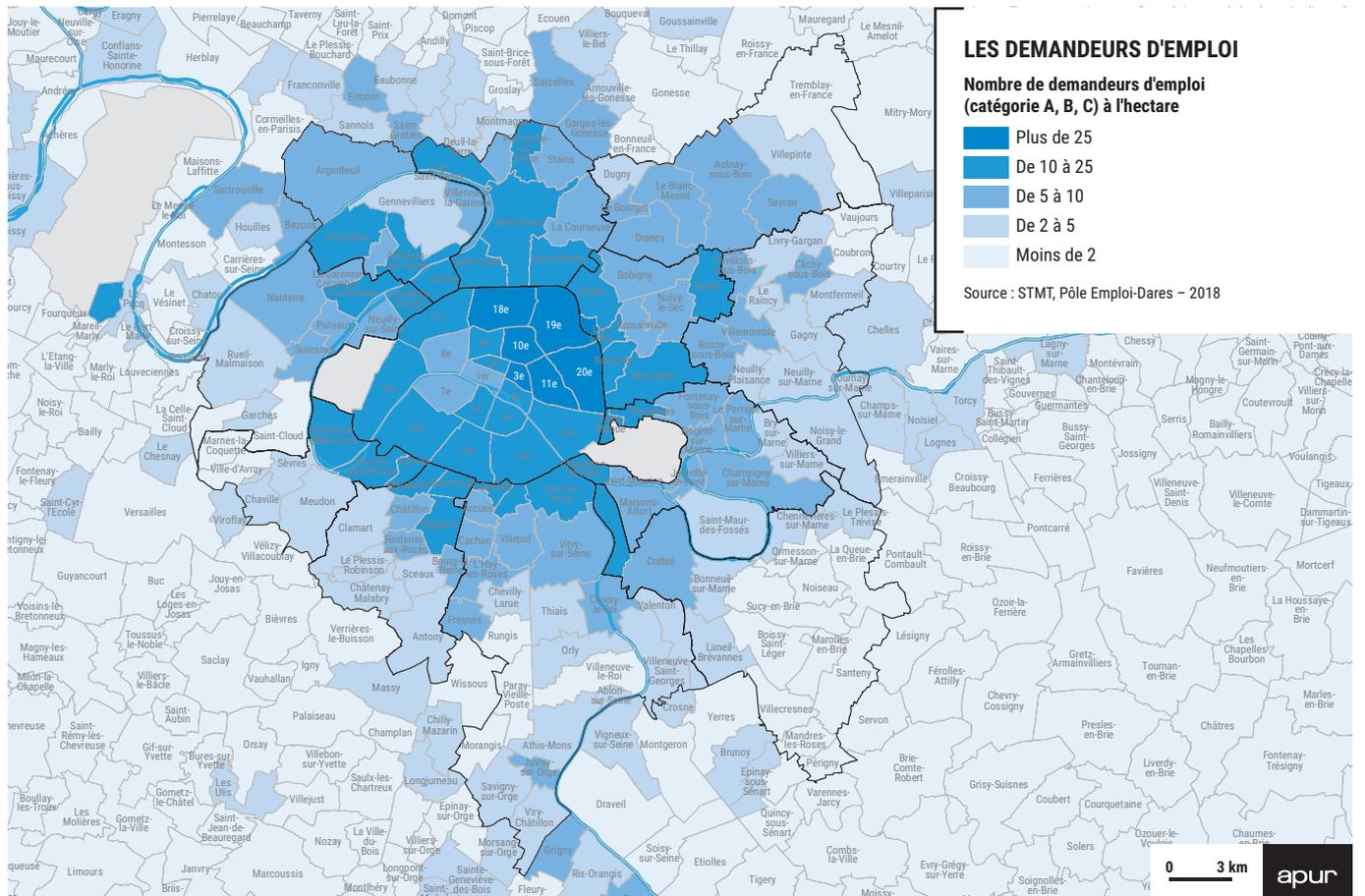
de cette tranche d'âge a augmenté de +13,5 %. En proportion, ils représentent 27,2 % des demandeurs d'emploi (catégories A, B, C), ce qui représente une hausse de +8,8 points depuis 2010 et de +2,7 points depuis 2015.

À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi âgé de moins de 25 ans a baissé de -7,2 % depuis le 4^e trimestre 2015, passant de 56 000 à 52 200 personnes. Au 4^e trimestre 2018, les moins de 25 ans représentent 8,3 % des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C.

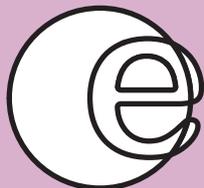
PROFIL DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIES A, B ET C

	Paris	Métropole du Grand Paris	Ile-de-France	France métropolitaine
Nombre de demandeurs d'emploi (cat A, B et C)				
2018	204 405	629 055	1 003 720	5 681 140
2015	202 545	614 155	972 095	5 537 925
2010	168 605	464 300	722 445	4 082 280
Taux d'évolution 2015/2018	0,9 %	2,4 %	3,3 %	2,6 %
Taux d'évolution 2010/2018	21,2 %	35,5 %	38,9 %	39,2 %
Nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (cat A, B et C)				
2018	12 585	52 190	97 480	767 910
2015	13 295	56 265	104 965	838 455
2010	12 125	49 045	92 035	728 080
Taux d'évolution 2015/2018	-5,3 %	-7,2 %	-12,3 %	-8,4 %
Taux d'évolution 2010/2018	3,8 %	6,4 %	5,9 %	5,5 %
Nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus (cat A, B et C)				
2018	58 070	171 345	264 620	1 436 890
2015	51 920	151 005	232 765	1 272 010
2010	32 245	85 540	131 425	706 890
Taux d'évolution 2015/2018	11,8 %	13,5 %	13,7 %	13,0 %
Taux d'évolution 2010/2018	80,1 %	100,3 %	101,3 %	103,3 %
Nombre de femmes demandeurs d'emploi (cat A, B et C)				
2018	101 280	311 980	504 580	2 952 950
2015	98 730	296 770	473 970	2 779 570
2010	81 730	223 540	349 920	2 056 375
Taux d'évolution 2015/2018	2,6 %	5,1 %	6,5 %	6,2 %
Taux d'évolution 2010/2018	23,9 %	39,6 %	44,2 %	43,6 %

Source : STMT, Pôle emploi-Dares (chiffres au 4^e trimestre de chaque année)

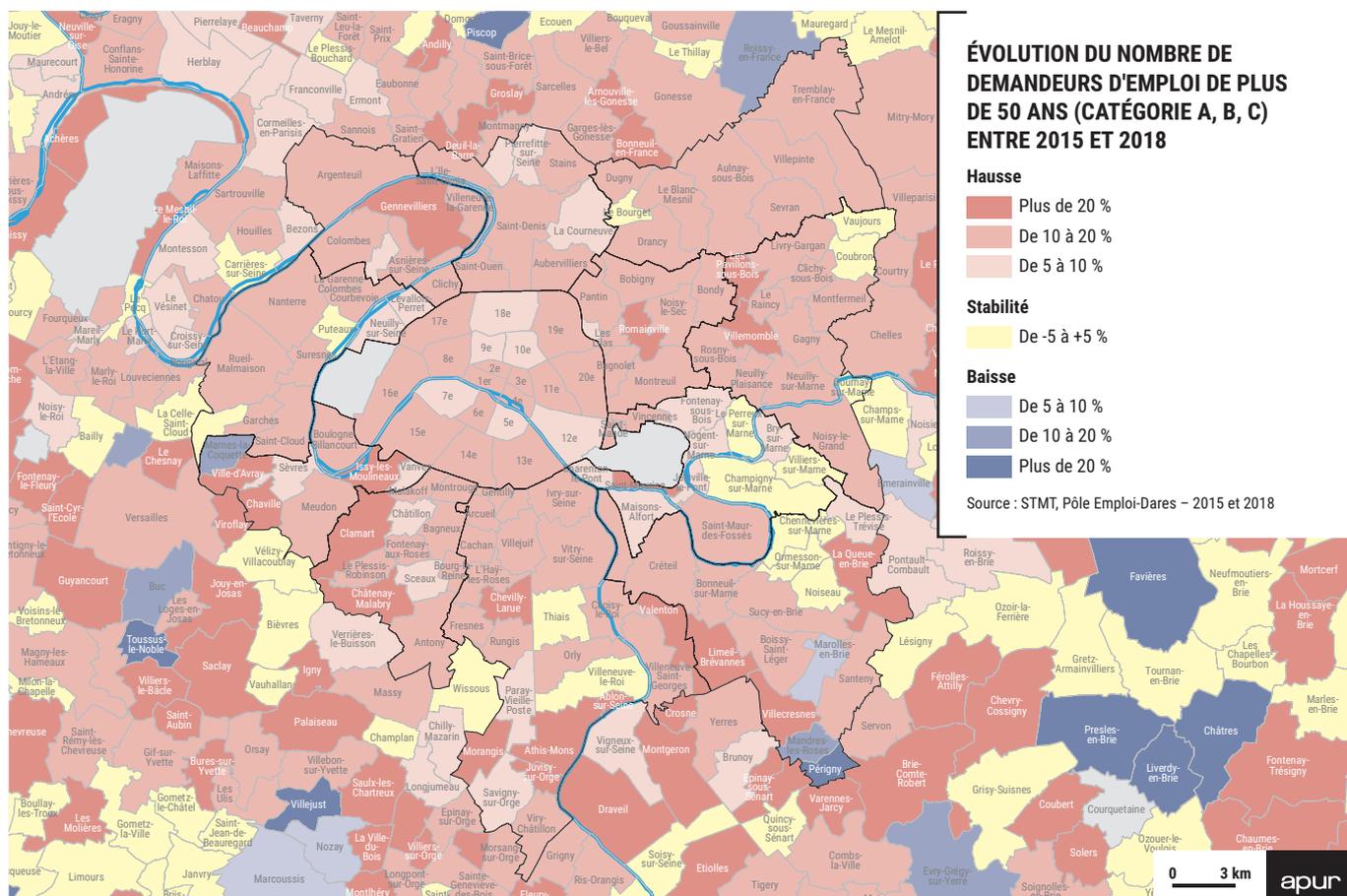


CHIFFRES CLÉS – MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



- **486 500** personnes se déclarent au chômage, soit **13,6 %** des actifs (+1,5 point entre 2010 et 2016)
- **13,8 %** des femmes actives au chômage
13,4 % des hommes actifs au chômage
- **629 100** demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégories ABC)
- **27,2 %** des demandeurs d'emploi (catégories ABC) de 50 ans ou plus (+2,7 points entre 2015 et 2018)
- **8,3 %** des demandeurs d'emploi (catégories ABC) de moins de 25 ans (-0,9 point entre 2015 et 2018)

Sources : Insee, recensement de la population 2010 et 2016 ; STMT, Pôle emploi-Dares 2015 et 2018



4.

Des difficultés d'insertion professionnelle plus marquées pour certains publics

Des inégalités d'accès au marché du travail qui restent fortement liées à la structure familiale pour les femmes

La structure familiale reste l'une des variables majeures qui explique les différences d'accès au marché du travail et d'insertion professionnelle entre les femmes et les hommes. **Le taux d'activité des femmes varie sensiblement selon le nombre d'enfants** : il atteint 77,7 % pour celles sans enfant et 57,4 % pour les mères de trois enfants ou plus (âgés de moins de 25 ans). L'écart entre le taux d'activité des femmes et des hommes qui ont trois enfants ou plus

est deux fois plus élevé qu'en moyenne (-11,4 points contre -5,4 points toutes structures familiales confondues). Entre 2010 et 2016, cet écart s'est toutefois réduit de -1,4 point.

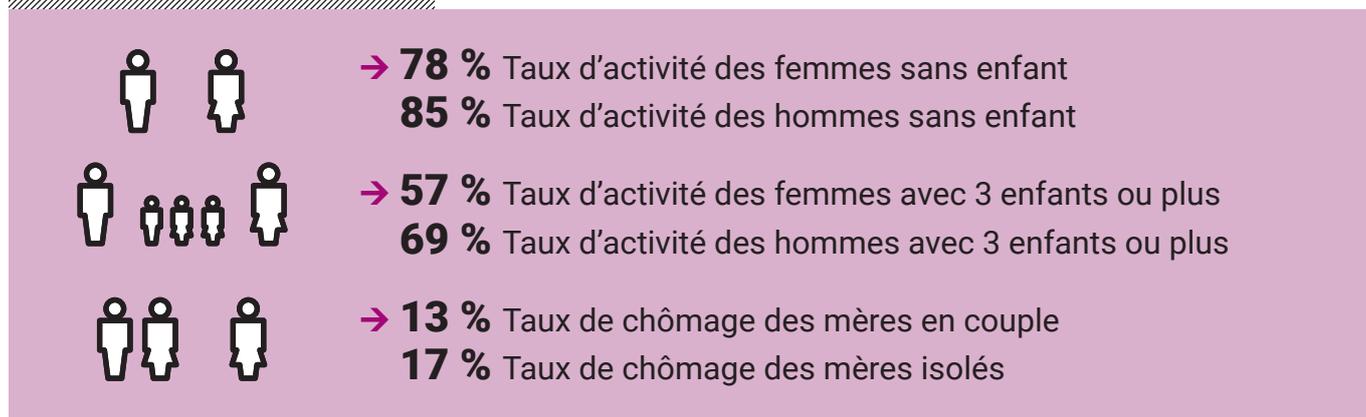
Le taux de chômage des femmes qui ont trois enfants ou plus est également supérieur à celui des hommes dont la structure familiale est similaire (+4,7 points contre +0,4 point en moyenne), un écart stable depuis 2010 (-0,2 point).

TAUX D'ACTIVITÉ, TAUX DE CHÔMAGE ET TAUX D'EMPLOI À TEMPS PARTIEL SELON LE SEXE ET LE NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE (MOINS DE 25 ANS) DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS EN 2016

	Taux d'activité			Taux de chômage			Taux d'emploi à temps partiel		
	Femmes (en %)	Hommes (en %)	Ecart (en points)	Femmes (en %)	Hommes (en %)	Ecart (en points)	Femmes (en %)	Hommes (en %)	Ecart (en points)
Ensemble	73,9	79,3	-5,4	13,8	13,4	0,4	19,5	9,3	10,2
Sans enfant	77,7	85,1	-7,4	12,6	13,2	-0,5	15,3	7,6	7,7
1 enfant	78,0	81,2	-3,2	14,5	13,3	1,2	19,2	8,9	10,3
2 enfants	72,4	77,1	-4,7	13,2	11,1	2,1	23,6	8,2	15,4
3 enfants	61,7	71,1	-9,4	18,5	14,4	4,1	30,8	10,2	20,6
4 enfants ou +	48,3	63,8	-15,5	27,2	20,5	6,7	37,9	13,4	24,6

Source : Insee, recensement de la population 2016

CHIFFRES CLÉS – MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

Le temps partiel est plus fréquent pour les femmes qui ont plusieurs enfants, alors que ce facteur a peu d'influence sur le travail des hommes. 32,6 % des femmes salariées ayant au moins trois enfants à charge travaillent à temps partiel (contre 19 %

des femmes toutes structures familiales confondues), et 11,1 % des hommes ayant au moins trois enfants à charge (contre 9 % des hommes). L'écart entre femmes et hommes est élevé (-21,5 point), il s'est toutefois réduit entre 2010 et 2016 (-4,4 point).



Maison de l'emploi, Chelles

Les mères monoparentales sont plus souvent actives que les mères en couple (88,6 % contre 83 %), et moins souvent à temps partiel (19,9 % contre 22 %) ⁸. Elles sont également davantage au chômage (17,1 % contre 12,7 %). Depuis 2010, le taux d'activité a légèrement baissé pour les mères monoparentales (-0,4 point) alors qu'il a progressé pour les femmes en couple (+1,3 point), et leur taux de chômage a davantage progressé (+1,8 point contre +1,3 point pour les mères en couple). Pour certaines mères de familles monoparentales, l'articulation entre vie familiale et temps professionnel est complexe, et certaines mettent fin, au moins temporairement, à leur activité professionnelle ⁹.

⁸ – S. Drieux, C. Martinez, N. Azaroili, V. Demonchy, « Familles monoparentales franciliennes : les femmes toujours en première ligne face aux difficultés », Insee Analyses Île-de-France n° 29, mars 2016.

⁹ – E. Flaureau, W. Liman, S. Ouardi, « Monographie des familles monoparentales en situation précaire dans le 20^e arrondissement », Observatoire sociale de la DASES, 2017.

Des inégalités renforcées pour les personnes de nationalité étrangère, notamment pour les femmes

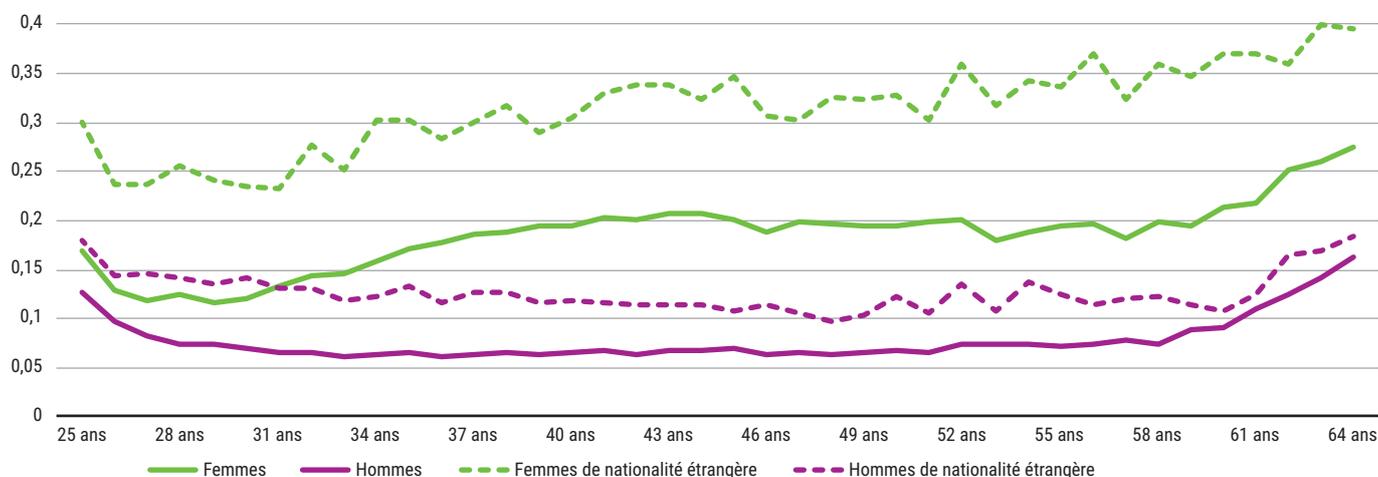
Le taux d'activité est moins élevé pour les actifs de nationalité étrangère (74 % contre 76,5 %). Le taux d'activité des hommes de nationalité étrangère est supérieur à celui de l'ensemble hommes actifs (80,7 %). Le taux d'activité des femmes de nationalité étrangère est quant à lui bien plus faible (67,6 %), et a progressé moins rapidement (+1,7 point entre 2010 et 2016) que celui des hommes (+2,3 points).

Les femmes de nationalité étrangère occupent plus fréquemment des emplois précaires (16 % contre 11 % des femmes), elles sont notamment plus souvent en emploi sans limite de durée (CDD, contrat court, saisonnier, vacataire). Près d'un tiers des femmes de nationalité étrangère en emploi sont à temps partiel (31 % contre 19 % des femmes), une proportion particulièrement élevée à Plaine Commune (38 %). Si la part des femmes

de nationalité étrangère à temps partiel baisse depuis 2010 (-1,3 point), celle des hommes de nationalité étrangère a augmenté (13 %; +1,4 point), notamment à Plaine Commune (+3,2 points) et Est Ensemble (+3 points).

Les personnes de nationalité étrangère se déclarent plus souvent au chômage (19 %), une proportion qui progresse à un rythme plus rapide que l'ensemble des actifs (+1,9 point entre 2010 et 2016). C'est d'autant plus marqué pour les femmes de nationalité étrangère dont le taux de chômage est passé de 21,9 % à 24,5 % sur la même période (+2,5 points). Parmi les femmes de nationalité étrangère en âge de travailler, 22 % se déclarent femmes au foyer ou autres inactives (11 % de l'ensemble des femmes), une proportion stable sur la période récente (-0,4 point entre 2010 et 2016).

ÉVOLUTION DE LA PART DES ACTIFS SALARIÉS EN EMPLOI À TEMPS PARTIEL SELON L'ÂGE, LE SEXE ET LA NATIONALITÉ DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS EN 2016



Source : Insee, recensement de la population 2016

Note de lecture : Ce graphique représente la proportion d'actifs salariés à temps partiel par âge, sexe et nationalité. Les femmes sont plus nombreuses à exercer une activité à temps partiel, en particulier les femmes de nationalité étrangère. Les hommes sont à l'inverse moins souvent à temps partiel. Les écarts d'activité à temps partiel entre l'ensemble des actifs et les actifs de nationalité étrangère sont moins marqués pour les hommes que pour les femmes.



© Apur - David Boureau

Atelier de confection et de réinsertion professionnelle de P.H.A.R.E.S (Pôle d'Hospitalité aux Activités à Rayonnement Ecologique et Solidaire), 6 rue Arnauld Géraud, Ile-Saint-Denis

CHIFFRES CLÉS - MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



→ **68 %** Taux d'activité des femmes de nationalité étrangère

(74 % Taux d'activité des femmes âgées de 15-64 ans)

81 % Taux d'activité des hommes de nationalité étrangère

(79 % Taux d'activité des hommes âgés de 15-64 ans)

→ **24 %** Taux de chômage des femmes de nationalité étrangère

(14 % Taux de chômage des femmes actives)

19 % Taux de chômage des hommes de nationalité étrangère

(13 % Taux de chômage des hommes actifs)

→ **31 %** Part des femmes de nationalité étrangère à temps partiel

(19 % Part des femmes salariées à temps partiel)

13 % Part des hommes de nationalité étrangère à temps partiel

(9 % Part des hommes salariés à temps partiel)

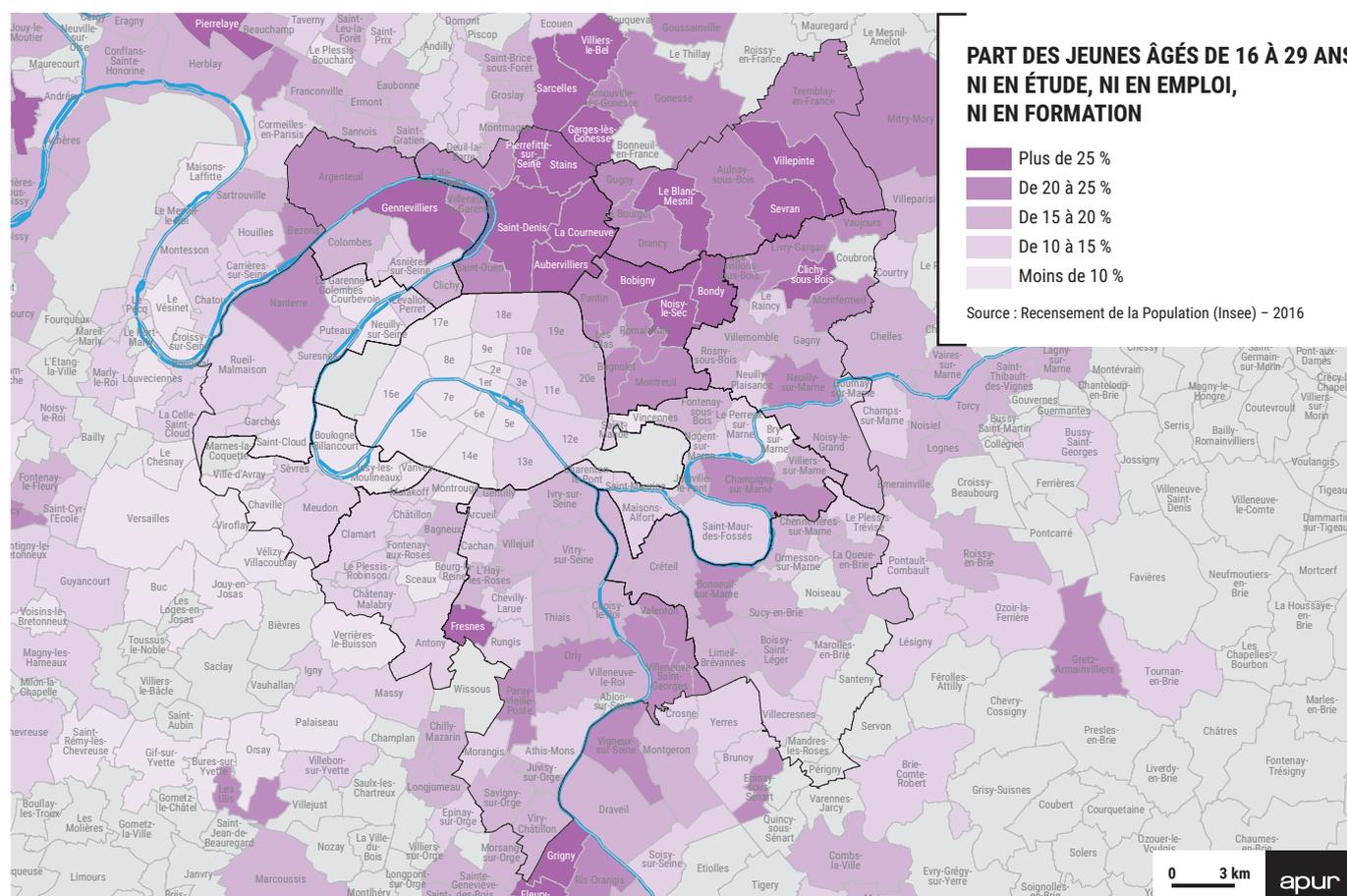
Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

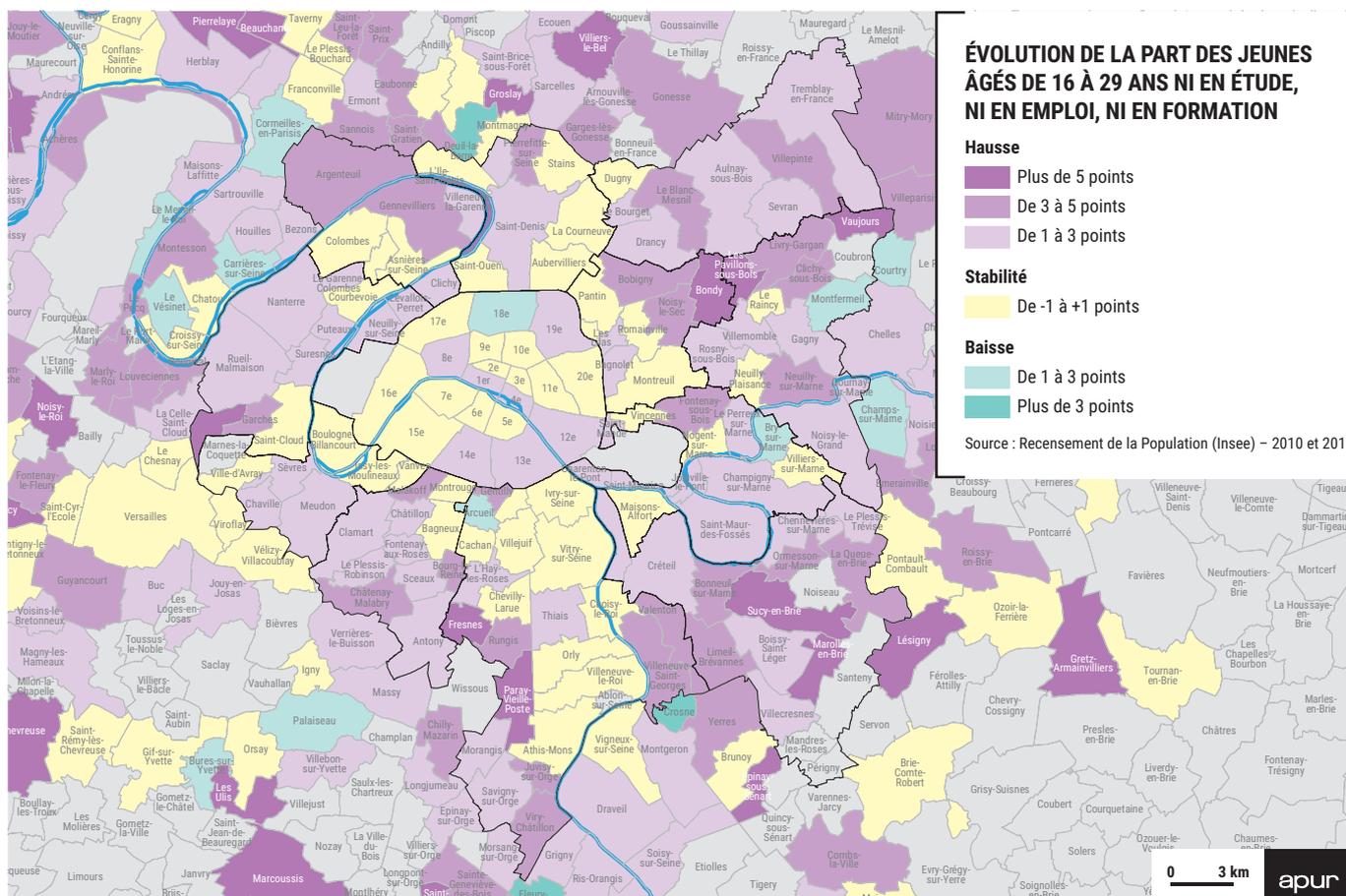
Les jeunes peu diplômés en plus grande difficulté d'insertion professionnelle

211 000 jeunes âgés de 16 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET) dans la Métropole du Grand Paris, ce qui représente 15 % des jeunes de cette tranche d'âge. Cette catégorie regroupe les jeunes qui, selon les données du recensement de la population, ne sont pas inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur et ne sont pas actifs en emploi. Les deux tiers des jeunes ni en étude ni en emploi se déclarent au chômage (134 600 jeunes). Les autres se déclarent inactifs ou au foyer. Ces jeunes sont en moyenne plus souvent peu qualifiés : 30 % d'entre eux n'ont aucun diplôme, une proportion deux fois supérieure à celle de l'ensemble des

jeunes non scolarisés dans la métropole parisienne (15 %).

La proportion de jeunes ni en emploi, ni en étude, ni en formation est légèrement moins élevée qu'en moyenne en Île-de-France (16 %), notamment sur le territoire parisien (11 %) et à Grand Paris Seine Ouest (10 %), à l'inverse des territoires du nord et de l'est de la Métropole (Plaine commune : 26 % de jeunes NEET ; Paris Terres d'Envol : 25 % ; Est Ensemble : 24 %). Leur part a progressé dans l'ensemble du territoire métropolitain (+1,4 points entre 2010 et 2016), en particulier à Grand Paris Sud Est Avenir (+2,9 points), Grand Paris Grand Est (+2,7 points) et Paris Terres d'Envol (+2,4 points).

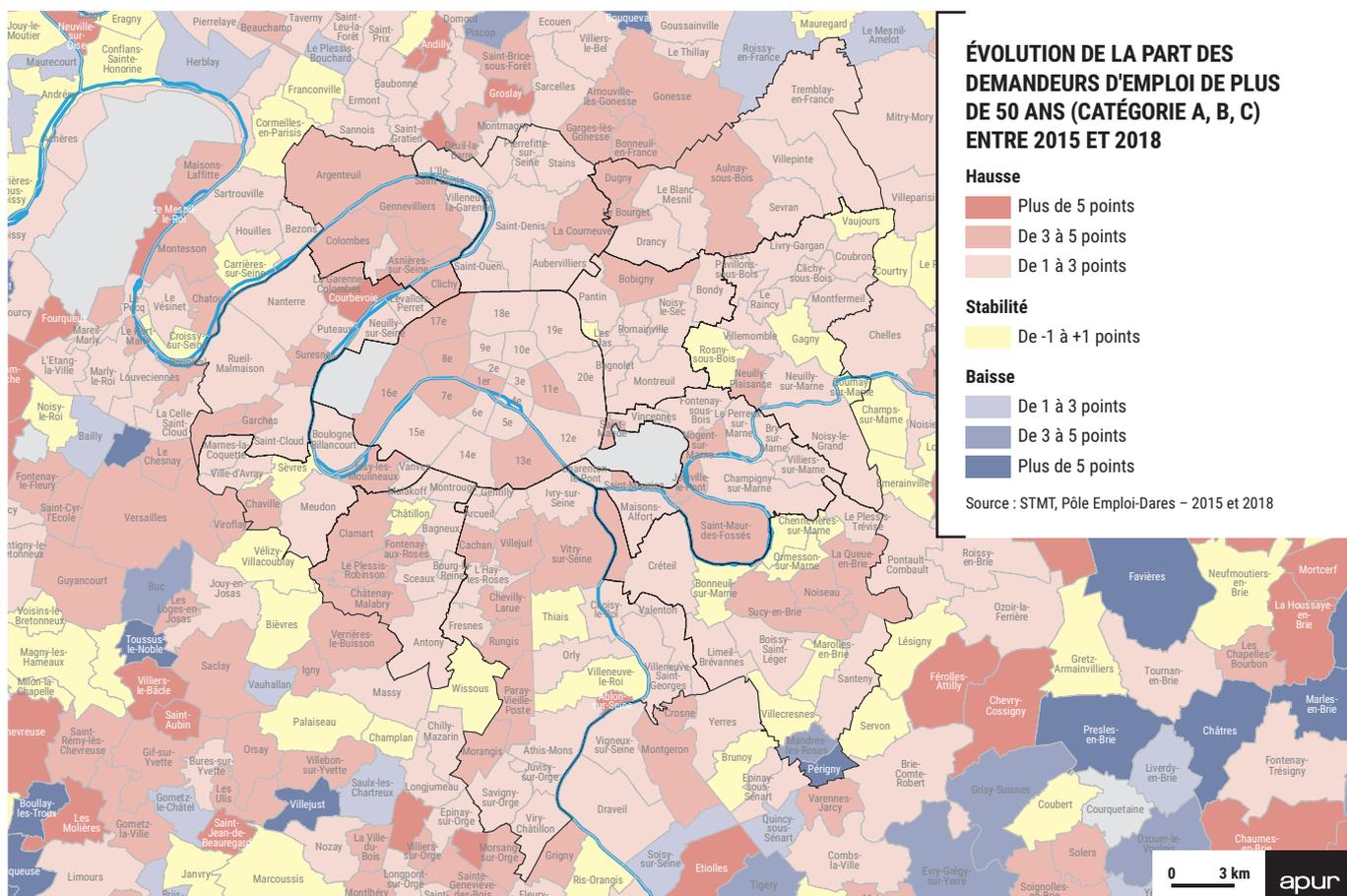
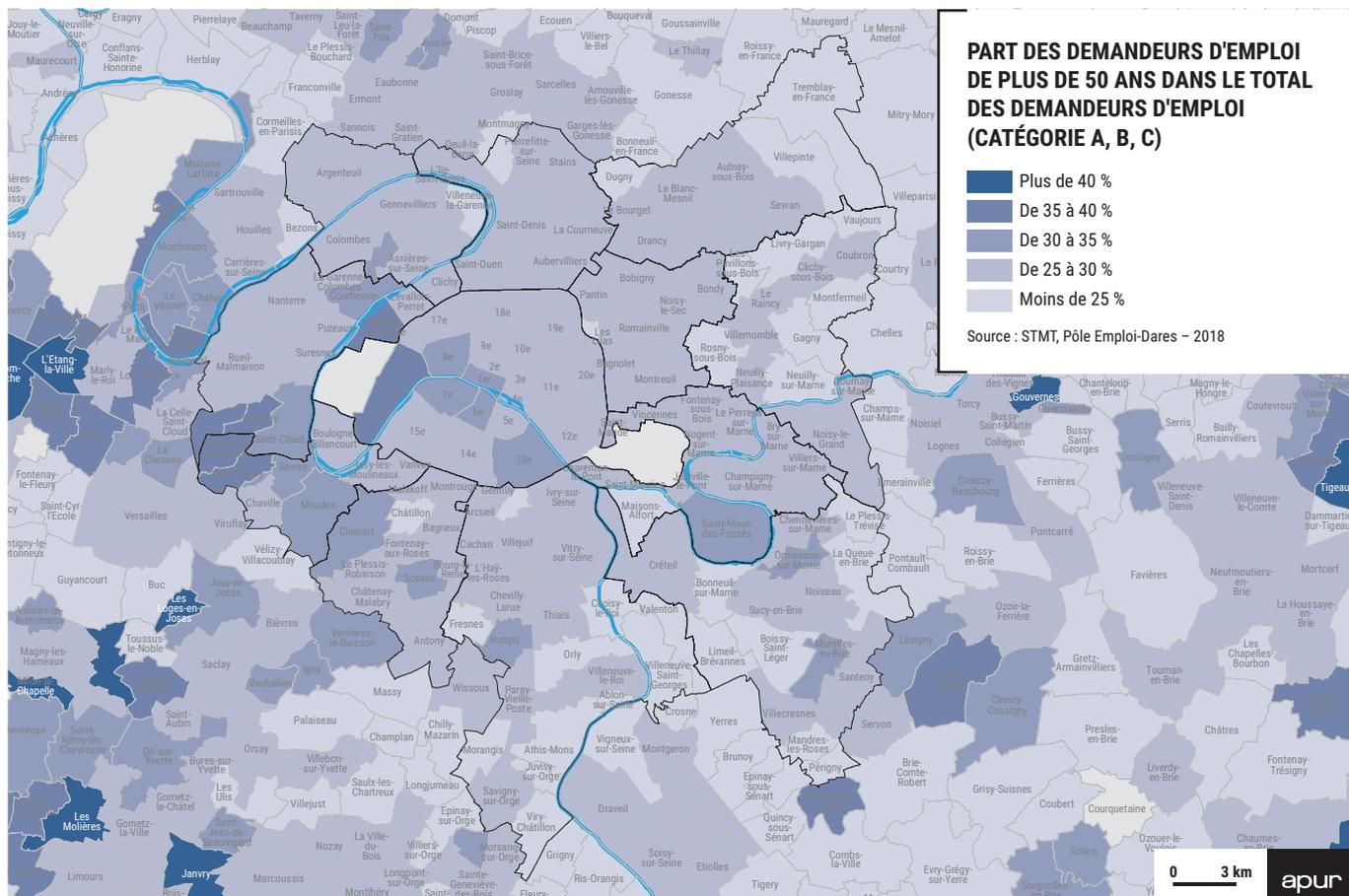




Des difficultés d'insertion professionnelle croissantes pour les séniors

Le taux d'activité des actifs âgés de 50 à 64 ans a fortement augmenté entre 2010 et 2016 (+6,7 points) en lien avec le recul de l'âge légal de départ à la retraite porté de 60 à 62 ans. La part des actifs âgés de 60 à 64 ans est passé de 35 % en 2010 à 49 % en 2016, soit une évolution de +13,2 points. La proportion des actifs âgés de 55 à 59 ans a également progressé (+6,7 points). Les actifs de 50 ans ou plus sont plus souvent salariés d'un emploi stable (93 % de CDI) et plus souvent à temps complet (86 %). La proportion d'actifs de 50 ans ou plus en CDD est toutefois plus élevée dans certains territoires, comme à Paris, Plaine Commune et Est Ensemble (7 % des actifs salariés).

Parmi les actifs de cette tranche d'âge, la proportion de ceux qui se déclarent au chômage a également progressé (+1,6 point entre 2010 et 2016), notamment pour ceux âgés de 60 ans ou plus (+3,8 points). Les hommes se déclarent légèrement plus souvent au chômage que les femmes (11,4 % contre 10,5 %), notamment les hommes de nationalité étrangère (18,7 %). Les deux tiers d'entre eux déclarent rechercher un emploi depuis plus d'un an (65,6 %), une hausse de +1,4 point depuis 2010. Sur la dernière période (2015-2018), le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus inscrits à Pôle emploi a augmenté de +13,5 % (contre en moyenne +2,4 %).



CHIFFRES CLÉS – MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

- **211 000** jeunes âgés de 16 à 29 ans sont NEET, soit **15 %** des jeunes
- **30 %** des jeunes NEET n'ont aucun diplôme
- **171 345** demandeurs d'emploi (ABC) sont âgés de 50 ans ou plus, soit **27 %** des demandeurs d'emploi (ABC)
- **66 %** des chômeurs de 50 ans ou plus cherchent un emploi depuis plus d'un an
- **22 %** des étudiants exercent une activité professionnelle en parallèle de ses études
- **6 %** des personnes âgées de 65 ans ou plus sont actives en emploi

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

Des situations à cheval entre activité et inactivité

Depuis 2008, le Conseil national de l'information statistique (Cnis) propose de mesurer les situations du « halo autour du chômage » qui prend en compte les personnes qui recherchent un emploi mais qui ne sont pas disponibles dans les deux semaines pour travailler, ou qui souhaitent travailler mais qui n'ont pas effectué de démarche active de recherche d'emploi dans le mois précédent, qu'elles soient disponibles ou non. Selon une note de l'Insee réalisée à partir des données de l'enquête emploi¹⁰, les femmes se trouvent plus souvent dans le halo autour du chômage que les hommes en Île-de-France (3,8 % contre 2,8 %), car elles sont moins disponibles pour travailler, en lien avec une implication des femmes plus fréquente et plus élevée dans la garde et l'éducation des enfants.

Un étudiant sur cinq exerce une activité professionnelle en parallèle de ses études dans la métropole parisienne (22 % des étudiants âgés de 16 à 29 ans), ce qui représente 140 200 étudiants. Cette proportion est simi-

laire à celle observée en Île-de-France (21 %), elle est plus importante à Paris (25 %). Pour la moitié d'entre eux, l'activité professionnelle est en lien avec leurs études : 35 % sont en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation et 12 % font un stage rémunéré en entreprise. Ils sont ensuite 27 % à être en contrat à durée indéterminée (CDI) et 21 % à avoir un contrat à durée déterminée (CDD). Un étudiant qui travaille sur deux a un contrat à temps partiel (48 %).

6 % des personnes âgées de 65 ans ou plus sont actives en emploi. Si la majorité d'entre elles déclarent être à la retraite en situation principale (89 %), la part d'actifs de cette tranche d'âges a progressé de +1,8 point entre 2010 et 2016. C'est particulièrement le cas à Paris, où 9 % des personnes âgées de 65 ans et plus sont actives en emploi. Les plus diplômés sont davantage concernés par cette situation : 12 % des personnes diplômées de l'enseignement supérieur âgées de 65 ans et plus sont en emploi contre 4 % des personnes non diplômées.

¹⁰ – L. Bourles, « 520 000 Franciliens touchés par le « sous-emploi » ou le « halo autour du chômage » : un phénomène presque aussi important que le chômage », Insee Analyses Île-de-France n° 36, juin 2016.

D'autres publics en difficultés d'insertion professionnelle

D'autres publics sont en plus grandes difficultés d'insertion comme les personnes en situation de handicap, les personnes sans domicile fixe et les réfugiés, pour lesquels peu de données statistiques sont disponibles.

En Île-de-France, 58 463 personnes en situation de handicap sont demandeurs d'emploi (catégories ABC) en 2016, ce qui représente 6 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre est plus élevé à Paris (11 000) et en Seine-Saint-Denis (10 700). Entre 2010 et 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en situation de handicap a augmenté de +98 %, contre +34 % en moyenne. Cette augmentation est principalement due à des difficultés d'intégration et de maintien dans l'emploi qui sont relativement plus marquées, mais elle peut également traduire un plus grand recours aux dispositifs. La moitié d'entre eux sont âgés de 50 ans ou plus (51,6 %), une proportion qui progresse rapidement (+10,2 points).

Selon une note réalisée à partir des données 2012 de l'enquête auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou de distribution de repas

(enquête Sans-domicile) ¹¹, **31 % des sans-domicile ont un emploi dans l'agglomération parisienne, 36 % sont au chômage et le tiers restant est inactif.** Ils occupent des emplois peu qualifiés et ont des conditions de travail précaires. La moitié des sans-domicile de l'agglomération parisienne travaille à temps partiel et deux cinquièmes d'entre eux souhaitent travailler plus. Selon les données issues du décompte de la nuit de la solidarité 2019 à Paris ¹², une partie des sans-abris déclarent disposer de ressources financières issues d'un travail déclaré (4 %) ou non (10 %), et 22 % des personnes rencontrées expriment avoir besoin d'un emploi.

Selon une note de la DARES réalisée à partir des données 2010 de l'Enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (Elipa) ¹³ 39 % des réfugiés, c'est-à-dire les personnes qui ont obtenu une réponse positive à leur demande d'asile, sont en emploi en France métropolitaine (53 % des hommes et 19 % des femmes). Pour les femmes réfugiées, les contraintes familiales et l'arrivée généralement plus récente sur le territoire français constituent des freins pour s'insérer sur le marché du travail.

11 – E. Pierre-Marie, S. Roger (Apar), J. Labrador, M-L. Chausse (Insee Ile-de-France), « Dans l'agglomération parisienne, un sans-domicile sur trois a un emploi », Insee/Apar, Note n°74, juin 2016.

12 – L-P. Beyne, M. Molinier, E. Pierre-Marie, « Les personnes en situation de rue à Paris. La nuit de la solidarité. Analyse des données issues du décompte de la 2^e édition de la nuit de la solidarité », Apar, décembre 2019.

13 – M. Okba, « Les réfugiés en France : des travailleurs étrangers (presque) comme les autres ? », DARES Analyses n°037, août 2018.

CHIFFRES CLÉS

- **58 463** demandeurs d'emploi en situation de handicap (catégories ABC) en Ile-de-France, **+98%** entre 2010 et 2016
- **6%** des demandeurs d'emploi franciliens sont en situation de handicap (catégories ABC)
- **31%** des sans-domicile ont un emploi dans l'agglomération parisienne
- **39%** des réfugiés sont en emploi en France métropolitaine

Source : Direccte Ile-de-France - Pôle Emploi 2010 et 2016 ; Enquête Sans-domicile 2012 ; Elipa 2010



Maison de la Solidarité, 7 rue Jacques Duclos Saint-Denis

© Apur - David Boureau

Des inégalités cumulées pour les habitants des quartiers prioritaires

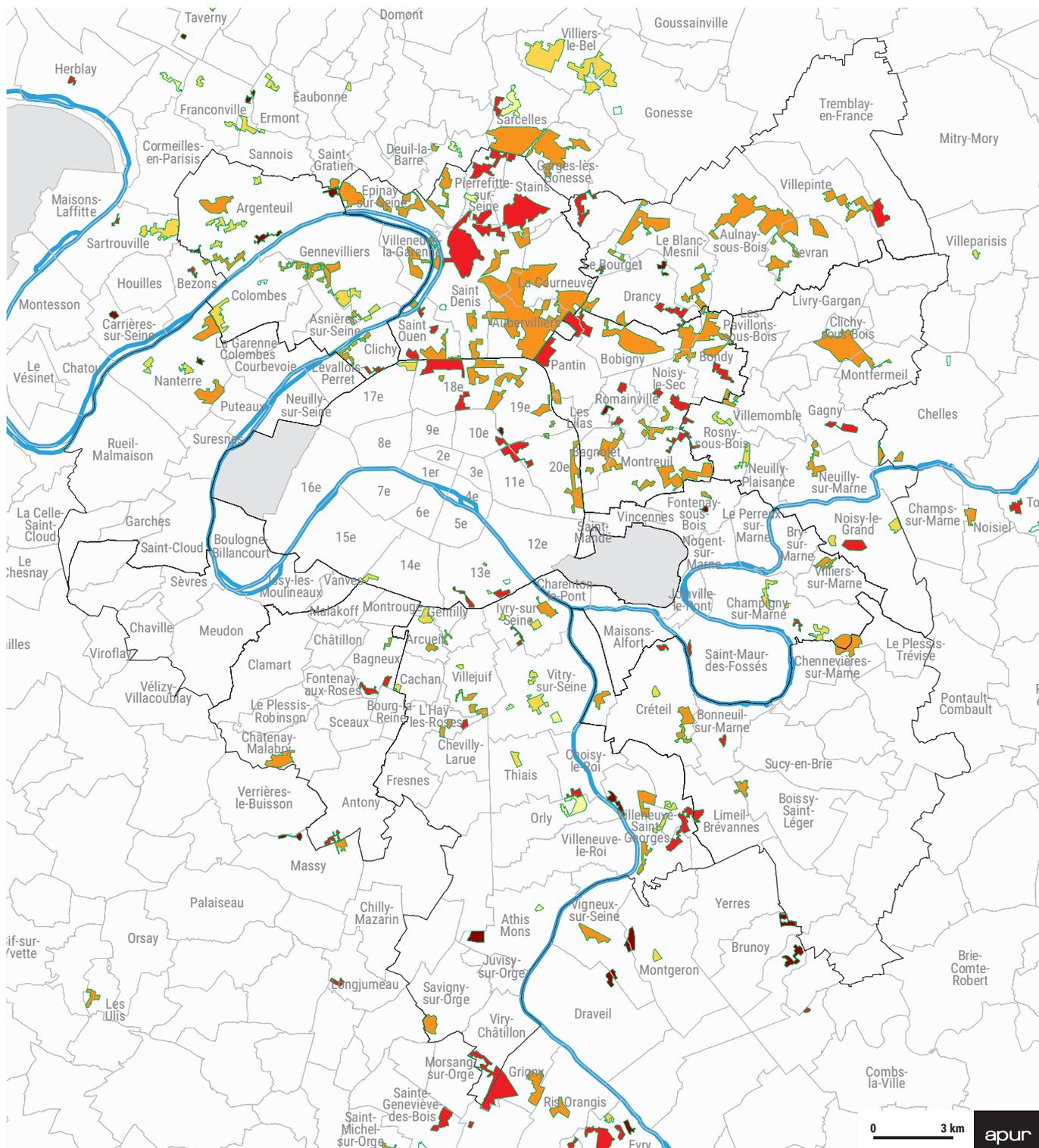
Les habitants qui résident dans un quartier prioritaire de la politique de la ville¹⁴ connaissent des difficultés d'insertion professionnelle plus marquées que le reste du territoire de la Métropole du Grand Paris. **Le taux d'activité est globalement plus faible dans ces quartiers et le taux de chômage plus élevé.** La moitié des quartiers prioritaires de la métropole parisienne a un taux de chômage supérieur à 23 % (13,6 % en moyenne dans la MGP). Sur la période récente, le taux d'activité est resté stable dans ces quartiers alors qu'il progresse en moyenne dans la Métropole du Grand Paris (-0,2 point entre 2010 et 2016 contre +0,8 point). Le taux de chômage a progressé un peu plus rapidement dans ces quartiers qu'en moyenne sur le territoire métropolitain (+1,9 point entre 2010 et 2016 contre +1,5 point)¹⁵. Les habitants des quartiers prioritaires se caractérisent en moyenne par un faible niveau de qua-

lification : la moitié des quartiers prioritaires de la métropole parisienne ont une proportion de personnes non diplômée supérieure à 45 %.

En 2018, 131 500 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégories A, B et C) résident dans un quartier prioritaire de la métropole parisienne, soit 21 % des demandeurs d'emploi du territoire (contre 14,8 % de la population). Depuis 2017, le nombre de demandeurs d'emploi est resté stable dans ces quartiers (-0,5 %). Les demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires sont plus souvent âgés de 50 ans ou plus (28 % contre 27 %), de nationalité étrangère (38 % contre 28 %), et bénéficiaires du RSA (22 % contre 17 %). Près de la moitié d'entre eux sont inscrits à Pôle emploi depuis plus de 1 an (48 %), une proportion similaire à celle de la Métropole du Grand Paris.

14 – La géographie prioritaire adoptée en 2015 a resserré les contours des quartiers de la politique de la ville autour des territoires les plus en difficulté. Elle est définie sur la base du critère unique de la concentration urbaine de la pauvreté, appréhendée par le niveau de revenu des habitants. Ces territoires concentrent, par définition, les plus faibles niveaux de revenus et accueillent des populations plus vulnérables.

15 – A défaut de données disponibles au périmètre exact des quartiers de la politique de la ville, l'analyse des évolutions est réalisée à partir d'une sélection d'IRIS, prenant en compte les IRIS dont le centroïde est situé dans le périmètre d'un quartier prioritaire de la Métropole du Grand Paris.



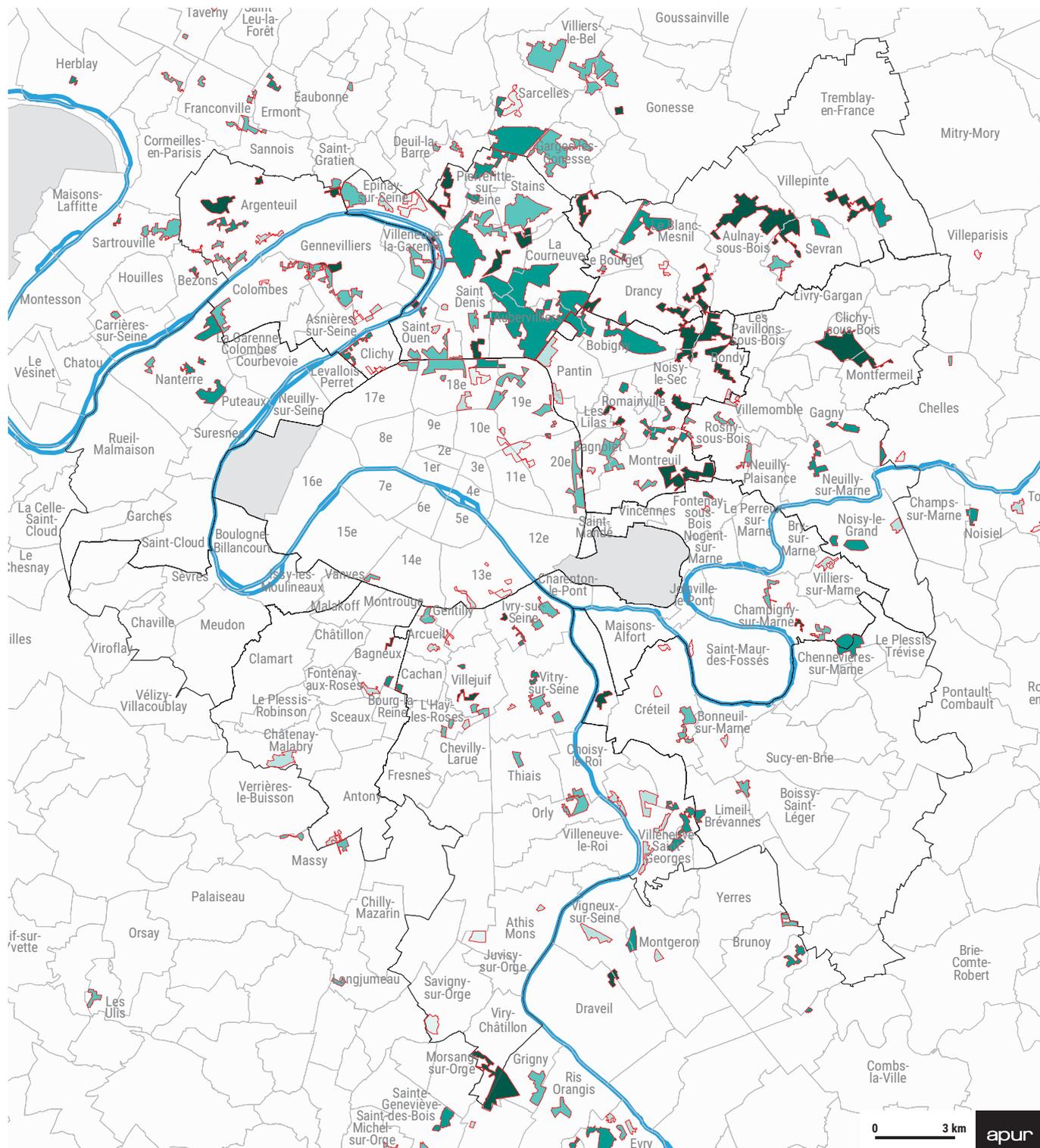
PART DES EMPLOIS PRÉCAIRES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE EN 2015

Part des emplois précaires, dans le total des emplois



Source : Recensement de la Population (Insee) – 2015, Pôle Emploi-Dares, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois – 31/12/2018

Les emplois précaires regroupent les statuts d'emploi qui ne sont pas des contrats à durée indéterminée. Ce sont l'intérim, les contrats à durée déterminée, l'apprentissage et les contrats aidés.



TAUX DE CHÔMAGE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE EN 2015

Part des chômeurs, dans le total des actifs



Source : Recensement de la Population (Insee) – 2015, Pôle Emploi-Dares, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois – 31/12/2018

CONCLUSION

La Métropole du Grand Paris compte 3 586 100 actifs âgés de 15 à 64 ans (occupés ou au chômage), soit un taux d'activité de 76,5 % qui continue de progresser principalement avec l'augmentation du nombre d'actifs de 50 ans ou plus. Les changements socioprofessionnels observés depuis plusieurs années se poursuivent, marqués par la progression des cadres et des professions intellectuelles supérieures et le recul des ouvriers et des employés. Ces évolutions vont de pair avec une progression continue du niveau de qualification. Le nombre d'actifs non-salariés a fortement progressé sur la période récente, plus rapidement que le nombre d'actifs salariés (+11,5 % contre -2,3 % entre 2010 et 2016). 13,6 % des actifs se déclarent au chômage, un taux élevé qui continue de progresser. Le nombre de demandeurs d'emploi s'est toutefois stabilisé sur la période récente, mais reste à un niveau particulièrement haut. Au 4^e trimestre 2018, 629 100 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi dans la métropole parisienne (catégories A, B et C).

Les difficultés d'insertion professionnelle sont plus marquées pour certains publics, et certains écarts tendent à se renforcer. Les femmes demeurent moins présentes sur le marché du travail, elles sont plus souvent dans des situations d'emploi temporaire et à temps

partiel. La structure familiale reste l'une des variables majeures explicatives de l'insertion professionnelle des femmes, alors qu'elle a peu d'influence pour les hommes. Les inégalités d'accès à l'emploi sont renforcées pour les personnes de nationalité étrangère, notamment pour les femmes qui sont plus souvent au chômage et dans des situations d'emploi précaire. Près d'un tiers des femmes de nationalité étrangère en emploi est à temps partiel. Les seniors sont les plus touchés par l'augmentation du chômage : le nombre demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus inscrits à Pôle emploi a doublé entre 2010 et 2018. À l'inverse le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a baissé, mais la proportion de jeunes ni en emploi, ni en étude, ni en formation demeure élevée (15 % des jeunes de 16 à 29 ans) et continue de progresser. Certaines personnes se trouvent également dans des situations à cheval entre activité et inactivité, comme les étudiants qui exercent une activité professionnelle en parallèle de leurs études ou encore les personnes âgées de plus de 65 ans qui continuent de travailler.

De fortes disparités territoriales existent au sein de la métropole parisienne, et certains écarts se creusent entre les territoires. Les territoires moins favorisés au nord et au nord-est de la Métropole (Plaine Commune, Paris Terres

d'Envol, Est Ensemble) accueillent plus d'actifs sans diplôme que la moyenne métropolitaine. Dans ces territoires, les conditions d'emploi des actifs salariés se dégradent alors qu'elles sont stables en moyenne dans l'ensemble de la métropole parisienne. Entre 2010 et 2016, la proportion d'actifs salariés en emploi stable a baissé (-1,3 point à Plaine Commune et -1,1 point à Est Ensemble), tandis que la proportion d'actifs à temps partiel y a augmenté (+0,8 point à Plaine commune et +1,1 point à Est Ensemble). Le taux de chômage y demeure particulièrement élevé et le nombre de demandeurs d'emploi augmente plus rapidement qu'en moyenne métropolitaine. Les habitants qui résident dans un quartier prioritaire de la politique de la ville connaissent des difficultés d'insertion professionnelle encore plus marquées.

BIBLIOGRAPHIE

« Emploi, chômage, revenus du travail », Insee Références, édition 2019

C. Clavier, J. Cheverot, L. Omont (Insee Île-de-France), D. Bauer (Directe Île-de-France), P. Leroi (IAU îDF), « Le travail indépendant en Île-de-France : une croissance tournée vers les services aux entreprises », Insee Analyses Île-de-France n° 94, février 2019.

M. Okba, « Les réfugiés en France : des travailleurs étrangers (presque) comme les autres ? », DARES Analyses n° 037, août 2018.

V. Bayardin, D. Jabot, T. Breton, « Accès à l'emploi et conditions d'emploi : des inégalités femmes-hommes qui ne se limitent pas aux territoires défavorisés », Insee Analyses Île-de-France n° 80, mars 2018.

E. Flaureau, W. Liman, S. Ouardi, « Monographie des familles monoparentales en situation précaire dans le 20^e arrondissement », Observatoire sociale de la DASES, 2017.

L. Bourles, « 520 000 Franciliens touchés par le « sous-emploi » ou le « halo autour du chômage » : un phénomène presque aussi important que le chômage », Insee Analyses Île-de-France n° 36, juin 2016.

E. Pierre-Marie, S. Roger (Apar), J. Labrador, M.-L. Chausse (Insee Île-de-France), « Dans l'agglomération parisienne, un sans-domicile sur trois a un emploi », Insee/Apar, Note n° 74, juin 2016.

S. Drieux, C. Martinez, N. Azaroli, V. Demonchy, « Familles monoparentales franciliennes : les femmes toujours en première ligne face aux difficultés », Insee Analyses Île-de-France n° 29, mars 2016.

S. Roger, « Population active, emploi, chômage. Les ressources d'une capitale économique », Apar, novembre 2013.

M. Arzac (Apar), F.-L. Mary-Portas (Insee Île-de-France), « 460 000 salariés à faibles revenus d'activité dans le cœur de l'agglomération parisienne », Insee Île-de-France A la page N° 289, novembre 2007.

GLOSSAIRE

Source principale : « Emploi, chômage, revenus du travail », Insee Références, édition 2019

Population active et taux d'activité : La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient au chômage. Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population âgée de 15 à 64 ans, ou à une sous-catégorie de la population (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

Actifs occupés et taux d'emploi : Un actif occupé est une personne en emploi. Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et la population totale correspondante. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population « en âge de travailler » (la convention retenue est le plus souvent celle âgée de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

Population au chômage et taux de chômage : La population au chômage regroupe les personnes qui répondent simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. Les personnes qui ne sont ni en emploi ni au chômage sont dites « inactives ».

Le taux de chômage au sens du recensement de la population de l'Insee rapporte le nombre de chômeurs à la population active (actifs occupés et chômeurs).

Actifs salariés et actifs non-salariés : Les salariés sont les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre entité résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente, avec un lien de subordination.

Les indépendants ou non-salariés se distinguent des salariés par l'absence de contrat de travail, et par le fait qu'ils n'ont pas de lien de subordination juridique permanente à l'égard d'un donneur d'ordre (entrepreneurs individuels classiques, professions libérales, micro-entrepreneurs et gérants majoritaires). Les non-salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire. En pratique, les non-salariés sont des personnes affiliées à un régime de protection sociale des travailleurs non-salariés : régime social des indépendants (RSI), Urssaf ou Mutualité sociale agricole (MSA).

Pluriactifs : Les pluriactifs sont des personnes qui exercent plusieurs emplois à une même date, soit parce que, exclusivement salariés, ils ont plusieurs employeurs, soit parce qu'ils sont à la fois non-salariés et salariés.

Emplois précaires : Les emplois précaires regroupent les statuts d'emploi qui ne sont pas des contrats à durée indéterminée. Ce sont l'intérim, les contrats à durée déterminée, l'apprentissage et les contrats aidés.

Sous-emploi : Le sous-emploi recouvre les personnes ayant un emploi à temps partiel qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent ou non un emploi. Sont également incluses les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude, pour cause de chômage partiel par exemple, qu'elles travaillent à temps plein ou à temps partiel.

Halo du chômage : Le halo autour du chômage est composé de personnes inactives au sens du BIT, mais proches du marché du travail. Il s'agit des personnes sans emploi qui recherchent un emploi mais qui ne sont pas disponibles dans les deux semaines pour travailler et des personnes sans emploi qui souhaitent travailler mais qui n'ont pas effectué de démarche active de recherche d'emploi dans le mois précédent, qu'elles soient disponibles ou non.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi : Les demandeurs d'emploi sont les personnes inscrites à Pôle emploi. Ils peuvent être ou non indemnisés et ne sont pas nécessairement sans emploi. Dans les statistiques sur les demandeurs d'emploi, ces derniers sont regroupés dans cinq catégories (A, B, C, D et E), en fonction de l'obligation ou non de rechercher un emploi et de l'exercice ou non d'une activité :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins) au cours du mois ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures) au cours du mois ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou en formation, en maladie, ou encore en contrat de sécurisation professionnelle ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi. Il s'agit notamment de bénéficiaires de contrats aidés ou de créateurs d'entreprise.

Les jeunes ni en emploi ni en étude ni en formation (NEET) : Cette catégorie regroupe les jeunes qui, selon les données du recensement de la population, ne sont pas inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur et ne sont pas actifs en emploi.

ANNEXES

TAUX D'ACTIVITÉ DES 15-64 ANS, ÉVOLUTION 2010-2016

	Nombre d'actifs	Taux d'activité		Taux d'activité des femmes		Taux d'activité des hommes	
		2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016
Paris (T1)	1 186 755	78,0 %	+1,6 pt	75,8 %	+2,1 pts	80,4 %	+0,9 pt
Vallée Sud Grand Paris (T2)	203 032	78,1 %	+1,0 pt	76,5 %	+1,5 pt	79,9 %	+0,5 pt
Grand Paris Seine Ouest (T3)	167 624	80,2 %	+1,6 pt	78,3 %	+1,9 pt	82,2 %	+1,2 pt
Paris Ouest La Défense (T4)	288 101	78,4 %	+0,9 pt	76,0 %	+1,1 pt	80,9 %	+0,7 pt
Boucle Nord de Seine (T5)	223 667	76,9 %	+0,7 pt	73,6 %	+0,8 pt	80,3 %	+0,4 pt
Plaine Commune (T6)	207 385	71,1 %	-0,1 pt	65,8 %	-0,4 pt	76,1 %	+0,0 pt
Paris terres d'envol (T7)	166 776	71,9 %	+0,3 pt	67,1 %	-0,2 pt	76,8 %	+0,9 pt
Est Ensemble (T8)	206 650	74,8 %	+0,6 pt	71,3 %	+0,5 pt	78,6 %	+0,8 pt
Grand Paris Grand Est (T9)	189 442	74,6 %	+0,1 pt	71,6 %	+0,7 pt	77,9 %	-0,5 pt
Paris Est Marne et Bois (T10)	259 726	78,0 %	+0,6 pt	75,7 %	+0,5 pt	80,5 %	+0,7 pt
Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	145 634	75,8 %	+1,2 pt	73,2 %	+1,9 pt	78,6 %	+0,5 pt
Grand Orly Seine Bièvre (T12)	341 312	74,7 %	+0,0 pt	72,7 %	+0,5 pt	76,9 %	-0,4 pt
Métropole du Grand Paris	3 586 106	76,5 %	+0,8 pt	73,9 %	+1,2 pt	79,3 %	+0,5 pt
Ile-de-France	6 095 147	76,3 %	+0,9 pt	73,6 %	+1,3 pt	79,1 %	+0,5 pt

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

CONDITIONS D'EMPLOI DES ACTIFS OCCUPÉS ÂGÉS DE 15-64 ANS, ÉVOLUTION 2010-2016

	Part des actifs salariés en emploi CDI *		Part des actifs salariés en emploi à temps partiel		Part des actifs non-salariés	
	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016
Paris (T1)	83,6 %	+0,1 pt	15,2 %	-0,7 pt	14,3 %	+1,6 pt
Vallée Sud Grand Paris (T2)	87,8 %	-0,1 pt	13,3 %	-0,3 pt	8,4 %	+1,4 pt
Grand Paris Seine Ouest (T3)	88,3 %	-0,6 pt	12,7 %	-0,8 pt	11,2 %	+1,5 pt
Paris Ouest La Défense (T4)	89,3 %	-0,2 pt	11,9 %	-0,7 pt	11,1 %	+1,1 pt
Boucle Nord de Seine (T5)	87,0 %	+0,1 pt	13,9 %	-0,4 pt	7,8 %	+1 pt
Plaine Commune (T6)	81,8 %	-1,3 pt	18,0 %	+0,8 pt	7,0 %	+0,9 pt
Paris terres d'envol (T7)	85,5 %	-0,7 pt	15,1 %	+0,9 pt	6,9 %	+1,2 pt
Est Ensemble (T8)	83,2 %	-1,1 pt	17,5 %	+1,1 pt	9,0 %	+1,4 pt
Grand Paris Grand Est (T9)	87,4 %	-0,5 pt	13,7 %	+0,3 pt	7,6 %	+0,6 pt
Paris Est Marne et Bois (T10)	88,1 %	-0,6 pt	13,6 %	-0,4 pt	10,8 %	+1,1 pt
Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	87,8 %	-0,1 pt	14,0 %	+0,1 pt	7,7 %	+0,2 pt
Grand Orly Seine Bièvre (T12)	86,1 %	-0,9 pt	14,2 %	+0,6 pt	7,1 %	+1 pt
Métropole du Grand Paris	85,7 %	-0,3 pt	14,5 %	-0,2 pt	10,6 %	+1,2 pt
Ile-de-France	86,7 %	-0,3 pt	14,1 %	-0,2 pt	9,4 %	+1 pt

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

* Emplois sans limite de durée, CDI, titulaire de la fonction publique

TAUX DE CHÔMAGE DES 15-64 ANS AU SENS DU RECENSEMENT, ÉVOLUTION 2010-2016

	Taux de chômage		Taux de chômage des femmes		Taux de chômage des hommes		Taux de chômage des actifs de nationalité étrangère	
	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016	2016	Évolution 2010-2016
Paris (T1)	12,1 %	+0,9 pt	12,3 %	+0,9 pt	11,9 %	+1 pt	18,1 %	+1,5 pt
Vallée Sud Grand Paris (T2)	10,7 %	+1,6 pt	10,7 %	+1,7 pt	10,8 %	+1,4 pt	20,9 %	+2,9 pts
Grand Paris Seine Ouest (T3)	9,5 %	+1,2 pt	9,7 %	+1,4 pt	9,2 %	+1 pt	15,8 %	+2,4 pts
Paris Ouest La Défense (T4)	10,6 %	+1,5 pt	10,9 %	+1,6 pt	10,2 %	+1,3 pt	17,6 %	+2,1 pts
Boucle Nord de Seine (T5)	15,2 %	+1,7 pt	15,7 %	+1,8 pt	14,8 %	+1,6 pt	22,7 %	+2,4 pts
Plaine Commune (T6)	22,0 %	+1,2 pt	23,0 %	+1,4 pt	21,2 %	+1,1 pt	26,6 %	+0,5 pt
Paris terres d'envol (T7)	19,9 %	+3 pts	20,8 %	+3,2 pts	19,0 %	+2,7 pts	26,6 %	+2,6 pts
Est Ensemble (T8)	19,1 %	+1,5 pt	19,4 %	+1,9 pt	18,8 %	+1,2 pt	26,5 %	+1,5 pt
Grand Paris Grand Est (T9)	13,8 %	+1,6 pt	14,1 %	+1,8 pt	13,4 %	+1,5 pt	22,7 %	+1,3 pt
Paris Est Marne et Bois (T10)	10,9 %	+1,1 pt	11,1 %	+1,2 pt	10,7 %	+0,9 pt	19,8 %	+1,8 pt
Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	13,3 %	+2 pts	13,5 %	+2 pts	13,2 %	+2 pts	20,8 %	+2,5 pts
Grand Orly Seine Bièvre (T12)	14,4 %	+1,9 pts	14,6 %	+2 pts	14,1 %	+1,9 pt	22,1 %	+1,9 pt
Métropole du Grand Paris	13,6 %	+1,5 pt	13,8 %	+1,5 pt	13,4 %	+1,4 pt	21,4 %	+1,9 pt
Ile-de-France	12,7 %	+1,6 pt	13,0 %	+1,7 pt	12,4 %	+1,5 pt	21,2 %	+2,2 pts

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

PROFIL DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A, B ET C, ÉVOLUTION 2015-2018

	Nombre de demandeurs d'emploi (A, B et C)		Part des femmes demandeurs d'emploi (A, B et C)		Part des moins de 25 ans demandeurs d'emploi (A, B et C)		Part des 50 ans ou plus demandeurs d'emploi (A, B et C)	
	2018	Évolution 2015-2018	2018	Évolution 2015-2018	2018	Évolution 2015-2018	2018	Évolution 2015-2018
Paris (T1)	204 405	0,9 %	49,5 %	+0,8 pt	6,2 %	-0,4 pt	28,4 %	+2,8 pts
Vallée Sud Grand Paris (T2)	34 530	4,9 %	51,3 %	+1,6 pt	8,0 %	-1,9 pt	27,1 %	+2,5 pts
Grand Paris Seine Ouest (T3)	24 080	4,8 %	52,2 %	+1,4 pt	6,3 %	-1,3 pt	29,4 %	+3 pts
Paris Ouest La Défense (T4)	61 740	-0,7 %	52,2 %	+1,2 pt	7,4 %	-0,8 pt	29,8 %	+3,4 pts
Boucle Nord de Seine (T5)	28 145	1,8 %	49,3 %	+1,5 pt	8,5 %	-1,3 pt	26,9 %	+3,4 pts
Plaine Commune (T6)	20 485	4,3 %	46,4 %	+0,9 pt	9,5 %	-0,8 pt	25,9 %	+2,3 pts
Paris terres d'envol (T7)	37 545	1,9 %	48,1 %	+1,5 pt	11,8 %	-1,2 pt	26,3 %	+2,9 pts
Est Ensemble (T8)	44 350	5,4 %	47,9 %	+1,6 pt	8,2 %	-1,1 pt	26,8 %	+2,5 pts
Grand Paris Grand Est (T9)	51 145	6,1 %	50,5 %	+2,1 pts	11,0 %	-1,5 pt	24,6 %	+1,8 pt
Paris Est Marne et Bois (T10)	37 380	-1,6 %	51,2 %	+1,1 pt	8,5 %	-1 pt	27,6 %	+2,6 pts
Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	51 075	2,7 %	50,6 %	+2,1 pts	11,5 %	-1,1 pt	25,4 %	+2,2 pts
Grand Orly Seine Bièvre (T12)	34 175	4,7 %	49,8 %	+2 pts	10,6 %	-0,9 pt	25,5 %	+2,3 pts
Métropole du Grand Paris	629 055	2,4 %	49,6 %	+1,3 pt	8,3 %	-0,9 pt	27,2 %	+2,7 pts
Ile-de-France	1 003 720	3,3 %	50,3 %	+1,5 pt	9,7 %	-1,1 pt	26,4 %	+2,4 pts

Source : STMT, Pôle emploi-Dares (chiffres au 4^e trimestre de chaque année)

JEUNES ÂGÉS DE 16 A 29 ANS NI EN EMPLOI NI EN ÉTUDE NI EN FORMATION, ÉVOLUTION 2010-2016

	Nombre de jeunes NEET âgés de 16 à 29 ans	Part des jeunes NEET parmi l'ensemble des jeunes âgés de 16 à 29 ans	
		2016	Évolution 2010-2016
Paris (T1)	52 030	10,5 %	+0,5 pt
Vallée Sud Grand Paris (T2)	8 901	12,3 %	+1,8 pt
Grand Paris Seine Ouest (T3)	5 606	9,8 %	+0,6 pt
Paris Ouest La Défense (T4)	12 553	12,5 %	+1,8 pt
Boucle Nord de Seine (T5)	15 178	18,8 %	+1,8 pt
Plaine Commune (T6)	22 976	26,0 %	+1,1 pt
Paris terres d'envol (T7)	17 349	25,4 %	+2,4 pts
Est Ensemble (T8)	17 611	23,6 %	+1,9 pt
Grand Paris Grand Est (T9)	14 006	19,7 %	+2,7 pts
Paris Est Marne et Bois (T10)	12 087	13,6 %	+1,5 pt
Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	9 376	17,3 %	+2,9 pts
Grand Orly Seine Bièvre (T12)	23 452	17,5 %	+1,2 pt
Métropole du Grand Paris	211 125	15,3 %	+1,4 pt
Ile-de-France	358 808	15,8 %	+1,7 pt

Source : Insee, recensement de la population 2010 et 2016

Population active, chômage et insertion professionnelle dans la Métropole du Grand Paris

Cette étude apporte un cadrage statistique sur l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle à l'échelle de la Métropole du Grand Paris. À partir des données disponibles du recensement de la population et de Pôle Emploi, elle présente des éléments d'analyse sur l'évolution de la population active, des conditions d'emploi, de la demande d'emploi et des publics en difficultés d'insertion.

En tendance, le taux d'activité des habitants de la Métropole du Grand Paris continue de progresser, et les changements socioprofessionnels observés depuis plusieurs années se poursuivent. Le taux de chômage progresse aussi, bien que le nombre de demandeurs d'emploi se soit stabilisé sur la période récente. Les difficultés d'insertion professionnelle sont plus marquées pour certains publics, notamment pour les actifs de 50 ans ou plus et les femmes de nationalité étrangère. De fortes disparités territoriales existent au sein de la métropole parisienne, et certains écarts se creusent entre les territoires.

Ce travail, réalisé avant le début de la crise sanitaire liée au COVID-19, apporte des éléments de compréhension et d'analyse des difficultés d'insertion à l'échelle du Grand Paris. Alors que l'impact économique de la crise et ses effets sur l'emploi risquent d'être considérables, cette analyse peut contribuer à apporter des clés de lecture des inégalités actuelles, des publics les plus touchés et des territoires prioritaires.

L'Apur, Atelier parisien d'urbanisme, est une association loi 1901 qui réunit autour de ses membres fondateurs, la Ville de Paris et l'État, les acteurs de la Métropole du Grand Paris. Ses partenaires sont :

